BIMENSUEL 3 F No 55 du 22 mai au 6 juin 1979. Supplément à l'Humanité rouge No 1098.

l'Humanité Rouge



Courrier des lecteurs



Journée de Dunkerque le 29 avril

«Une grande force»

Lorsque des camarades m'ont proposé d'aller à la journée de solidarité avec les sidérurgistes de Dunkerque, j'ai tout de suite dit oui. Puis quelques jours après, je me suis inquiétée. Dunkerque en une journée, deux nuits en car, laisser les enfants encore et je ne connais personne. Mais mon premier élan est le plus fort, je ne vais quand même pas refuser ma part de solidarité.

Et voilà minuit au rendez-vous du car qui emmène les Bretons. La poignée de main qui nous accueille me rassure. Pendant le trajet, j'écoute ceux qui discutent, on parle des dernières cantonales, de la journée d'action à la SNCF, à l'hôpital. J'ai envie de poser des questions, mais je ne sais pas trop comment intervenir, et puis je ne connais pas assez ces camarades, ce sera pour une autre fois.

J'ai été un peu déçue par le compte rendu du journal. Mais cette solidarité, il est vrai qu'il n'est pas facile de la décrire, elle fut tellement vivante tout au long de la journée.

Des moments impressionnants, les applaudissements après les interventions des sidérurgistes, où on sent toute la force que l'on représente. Cette intervention de Claude Bernard venu de la salle expliquer qu'au milieu de la lutte il y a une grande blessure : la suspension de la section CFDT, la souffrance se lisait sur le visage de ce camarade et nos applaudissements témoignaient de notre soutien à tous les travailleurs de cette section. Cette solidarité, je l'ai sentie passer de la salle à la tribune à plusieurs reprises avec ce camarade résident de la Sonacotra expliquant la lutte. La richesse de cette journée est pour moi le témoignage et l'espoir d'une classe ouvrière qui grandit dans l'unité.

Lorsque dans mon action de tous les jours, je suis touchée par le découragement, je sais que le souvenir de cette journée de solidarité sera présent comme une force pour continuer le combat. Je l'écris pour ceux et celles qui n'ont pu participer pour leur dire combien nous devons croire en notre lutte.

(extraits)

«Les 35 heures, un débat à l'ordre du jour»

Les articles parus dans le bimensuel No 51 ont provoqué de nombreuses réactions. Citons un camarade de Rennes, militant CFDT, qui nous écrit.

« Nous sommes favorables à la revendication des 35 heures sans diminution de salaire, mais puisqu'aujourd'hui cette revendication est lancée par les confédérations CFDT et CGT, alors nous ne sommes plus d'accord et nous attaquons la campagne lancée. L'article insiste sur la nécessité absolue, pour rendre cette revendication juste, de la dissocier de la bataille pour l'emploi et ensuite, il critique le fait que la CFDT en fasse sa revendication prioritaire, ce qui l'amènerait à faire passer au second plan la lutte contre les licenciements.

L'analyse développée n'est pas juste et elle n'arme pas les militants car elle ne distingue pas deux aspects fondamentaux :

— 1. Quel sens les dirigeants confédéraux veulent donner à cette campagne, dans quelle direction veulent-ils l'orienter ?

— 2. Comment les militants de base comprennent cette revendication et surtout l'utilisent ; comment concrètement cette campagne est menée dans les entreprises, les pays.

C'est une analyse purement théorique (la ligne des dirigeants confédéraux et non pas « l'analyse concrète de la réalité concrète »). Comment cette campagne est-elle mise en œuvre en réalité et que signifie-t-elle réellement pour les travailleurs.

Si bien que l'ensemble des articles parus dans le quotidien et dans le bimensuel nous fait apparaître comme nous situant contre la réduction du temps de travail au moment où de nombreux travailleurs sont réellement mobilisés sur ce terrain ».

L'un des débats les plus significatifs du congrès de la CFDT a justement porté sur ce problème des 35 heures, tant il est vrai, nous le répétons, que c'est une revendication juste et parce que précisément elle est juste, nous ne devons absolument pas la laisser dévoyer.

Or, ce risque de dévoiement existe si l'on en juge l'ardeur qu'a mise la direction confédérale CFDT à combattre l'amendement qui précisait : *« D'accord avec les 35 heures, mais sans perte de salaire ».* Encore n'est-ce là qu'un seul aspect. Certes, il y a eu des luttes positives pour appliquer une réduction d'horaires : assurances, grands magasins... mais il y a eu aussi des retombées négatives, quand par exemple des patrons ont proposé des revendications d'horaires avec perte de salaire pour *« éviter les licenciements »* par exemple à l'AOIP, aux ARCT de Roanne... Crise ou pas crise, la revendication est juste. Par contre, nous n'avons pas à la proposer comme solution au chômage, sinon c'est admettre qu'il y a moins de travail et qu'il faut le répartir.

Joël FABIEN.



l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PCML

Sommaire





Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Léon Cladel, Pierre Delaube, Estelle Delmas, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau, Jean Schubert. *Secrétaire de rédaction et maquettiste :* Guy Lanrivain. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication :* André Druesne.

L'Humanité rouge BP 201 - 75926 Paris Cédex 19 CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 2e trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.



Hélène Parmelin, membre du PCF, devant l'ambassade de Tchécoslovaquie pendant le Congrès.



Jaroslav Sabata, ancien membre du comité central du parti tchécoslovaque, sera maintenu en prison jusqu'en 1981.

Le PCF et la Tchécoslovaquie

Dans les coulisses du 23e congrès

1977 : le PCF évoque des divergences de fond avec les pays de l'Est 1979 : aujourd'hui le bilan des pays de l'Est est «globalement positif». Ce n'est pas l'avis de tout le monde dans le PCF

Dans les jours qui précèdent le congrès, trois militants du PCF se rendent à Prague. Ils sont de ceux qui, quelque temps avant, signaient un appel demandant la rupture de leur parti avec les dirigeants tchèques imposés au peuple par la force des baïonnettes soviétiques. Arrivés sur place, les trois militants rencontrent des représentants de la « Charte 77 » qui les chargent d'un message au 23e congrès. Là-dessus, intervention de la police tchécoslovaque qui arrête deux des militants français, les accuse d'être des « agents du terrorisme international » et les déleste brutalement de tous les documents en leur possession.

Malgré cela, le message parviendra en France. Du moins jusqu'aux portes du parc des sports de Saint-Ouen où se tient le congrès. Les congressistes, eux, n'en auront jamais connaissance. Ceux qui furent dépêchés par la direction pour réceptionner le message auront certainement mangé la commission.

Le même jour, tandis que les représentants de la direction du parti tchèque paradent au congrès, on apprend le maintien en prison, pour dix-huit mois supplémentaires, de Sabata, le porte-parole de la Charte 77 et membre de la direction du parti tchèque, avant que celle-ci ne fût, en 1968, normalisée par les chars russes.

C'est cette attitude de la direction de leur parti que plusieurs militants du PCF, parmi lesquels l'écrivain Hélène Parmelin et les trois qui firent le voyage de Prague, devaient dénoncer.

Constatant le fait que le congrès a été tenu dans l'ignorance du message de la Charte 77, ils écrivent : *« Notre secrétaire général, G. Marchais, prétend qu'il aurait reçu la délégation porteuse du message si celle-ci en avait fait la demande. Nous considérons que le congrès du PCF constitue son instance de direction suprême ; c'est à lui et à lui seul que s'adressait la Charte 77. L'Humanité du samedi 12 mai titrait :* « Solidaires des peuples en lutte pour leur liberté ». Les faits ont démontré le contraire.

Pierre MARCEAU

Voici le texte du message adressé par le porte-parole de la Charte 77 au vingt-troisième congrès du PCF :

« Chères déléguées, chers délégués,

La Charte 77 n'est pas un regroupement oppositionnel ni un groupe politiquement homogène. Il y a parmi nous des hommes d'opinions très différentes, communistes inclus. Nous sommes une libre association de citoyens qui ont décidé de s'efforcer d'agir pour l'application et le respect des droits de l'homme, droits civiques et sociaux, inscrits dans la Constitution tchécoslovaque, et reconnus par les conventions internationales et l'Acte final de la conférence d'Helsinki.

Au moment où se tient votre congrès, il y a en Tchécoslovaquie, dont les représentants proclament leurs idéaux communistes, des milliers de citoyens qui sont, avec leur famille, exposés à la répression policière et judiciaire, aux interdictions de poursuivre des études et à toutes sortes d'autres persécutions, uniquement parce qu'ils s'obstinent à exiger le respect de leurs droits garantis par la loi, ou tout simplement expriment librement leurs opinions. Un certain nombre de citoyens tchécoslovaques ont été, en fin de compte, condamnés à des peines de prison uniquement parce qu'ils ont adressé aux administrations tchécoslovaques compétentes des lettres privées contenant des réclamations ou des critiques.

Nous voudrions attirer tout particulièrement votre attention sur les cas concrets de quelques citoyens innocents qui sont en prison en Tchécoslovaquie ou qui sont poursuivis pénalement, peut-être surtout parce qu'ils ont été pendant de longues années membres et hauts dirigeants du parti communiste. »

EDITORIAL

Le véritable enjeu du 10 juin

Giscard, dans son discours de Hoerdt, le 15 mai, a présenté une analyse particulièrement idyllique de la construction européenne : « Depuis l'entrée en vigueur du Marché commun, le niveau de vie des Français a doublé, le revenu brut par exploitation agricole a plus que doublé en francs constants, le commerce extérieur a été multiplié par cinq ». Il a fait preuve du même optimisme en ce qui concerne l'évolution de la situation internationale : « Maintenant, nous pouvons consolider la paix à jamais. »

Est-ce bien la réalité de la situation ? Les faits répondent d'eux-mêmes.

Six millions de chômeurs dans les pays de la CEE, l'expulsion des travailleurs immigrés, la liquidation des petits paysans, la collaboration des justices et des polices, c'est cela qui caractérise, entre autres, la situation faite à la classe ouvrière, aux paysans et aux masses populaires.

Ce sont, en effet, les bourgeoisies monopolistes qui ont créé et développé le Marché commun pour défendre leurs intérêts de classe fondés sur la recherche du profit maximum et qui cherchent à l'utiliser pour accroître leur domination dans l'industrie comme dans l'agriculture, pour développer la restructuration monopoliste, pour s'attaquer aux conditions de vie et de travail des ouvriers, des paysans et des autres couches du peuple.

Mais est-ce l'Europe qui est responsable de la crise, des licenciements, de la restructuration, de l'élimination des petits paysans ? Non, le vrai responsable, c'est le capitalisme lui-même, dans chaque pays. C'est la bourgeoisie monopoliste, le gouvernement Giscard-Barre qui doivent être la cible de la lutte des travailleurs et non l'Allemagne, les fonctionnaires de Bruxelles et l'unité européenne comme le font les dirigeants du PCF. Ils sèment ainsi le chauvinisme, opposant les travailleurs français aux autres travailleurs européens, au lieu d'organiser et de développer la solidarité des classes ouvrières et des peuples contre le capitalisme.

Mais pour définir le véritable enjeu des élections au Parlement européen du 10 juin, il faut, de manière indissociable, prendre en compte la gravité de la situation internationale et, notamment les dangers de guerre qui se précisent et menacent directement les peuples européens.

La rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale a pour enjeu l'Europe, son potentiel économique et humain, ses richesses, sa technologie.

Le social-impérialisme soviétique, tout en parlant sans cesse de détente et de paix, prépare activement la guerre, multiplie ses préparatifs militaires, concentre des forces gigantesques en Europe de l'Est et sur les mers.

Ses interventions militaires directes ou indirectes en Afrique et en Asie visent, en particulier, à préparer les moyens d'encercler l'Europe.

La construction de la CEE par les bourgeoisies monopolistes des différents pays s'est faite pour défendre leurs intérêts de classe contre la domination économique et le contrôle de l'impérialisme américain. Elle est aussi un obstacle sérieux aux entreprises hégémoniques du social-impérialisme soviétique qui veut diviser les pays européens pour mieux les avaler l'un après l'autre.

L'existence de la CEE, son élargissement, son renforcement constituent des facteurs de retardement de la guerre mondiale, des entraves réelles aux menaces d'agression du social-impérialisme et aussi aux manœuvres de l'impérialisme américain. Les peuples d'Europe ont intérêt à ce que, contre les superpuissances, se renforce l'unité des différents pays d'Europe.

Les bourgeoisies monopolistes, du fait de leur nature de classe, mènent une politique inconséquente, hésitante. Des tendances « munichoises » existent, qui consistent à entretenir l'illusion de la détente et de la paix. Les dirigeants du PCF osent proclamer que l'URSS de Brejnev est une force de paix et soutiennent l'agression vietnamienne contre le Cambodge.

Décidément, aucune des listes en présence le 10 juin ne répond aux intérêts de classe du prolétariat. Nous ne leur accorderons aucune confiance et appelons à voter blanc ou nul.

Le véritable enjeu du 10 juin, c'est l'unité des luttes anticapitalistes contre la politique de restructuration, contre la liquidation des petits paysans. C'est lutter pour que la construction européenne renforce son caractère de résistance unie aux entreprises hégémoniques des deux superpuissances.

C'est éveiller largement la vigilance contre les risques de guerre. C'est se ranger aux côtés du tiers monde et soutenir ses exigences pour imposer des rapports sur un pied d'égalité dans ses relations avec l'Europe. C'est œuvrer à construire l'unité des peuples européens dans la lutte de classe contre leurs bourgeoisies respectives et les deux superpuissances.

Pierre BAURY



38e congrès CFDT Une majorité étriquée

Le 38e congrès de la CFDT s'est tenu à Brest du 8 au 12 mai. La direction garde la majorité. 57 %, une majorité à l'arraché , et pour de nombreux militants de profondes interrogations subsistent

Le rapport d'activité fut adopté à 57 % de majorité seulement (contre 66 % à Annecy, il y a trois ans), mais la discussion des amendements aux résolutions a montré que cette majorité relative, pouvait se renverser à l'occasion : ainsi, près de 60 % des mandats se sont prononcés contre la politique financière de la confédération en repoussant à 1982 l'augmentation demandée de la cotisation (de 0,70 à 0,75 % du salaire), et 61 % des votes se sont opposés à la campagne sur les 35 heures telle que l'a engagée la confédération qui mettait en premier la création d'emploi et non pas le maintien du salaire : les délégués se sont prononcés pour la compensation intégrale. Enfin, Jacques Chérèque, promu secrétaire adjoint, n'a été élu au bureau confédéral qu'en dernière position (31e sur 31 !)

Tout cela montre l'étroitesse de la marge de manœuvre des partisans du recentrage, ceux qui veulent « conjuguer Mai 68 et mars 1978 », comme le dit Maire...

Autre épine dans le pied du bureau confédéral, la question de la démocratie, question importante dans la nouvelle orientation recentrée, puisqu'il faut mettre au pas toutes les organisations ; la suspension le 30 mars de la section syndicale d'Usinor-Dunkerque en pleine grève. Les « suspendus » étaient présents à la porte du congrès et ils ont longuement expliqué leur position à la presse et aux congressistes. Dans le congrès luimême, dès le premier jour, une motion circulait pour demander que la section exclue puisse s'exprimer devant les délégués. Près de 150 syndicats la signaient et maintenaient leur signature malgré les pressions directes des dirigeants.

Bien sûr, la motion d'ordre a été jugée irrecevable (elle n'était pas présentée par la section d'Usinor-Dunkerque mais par le syndicat des métaux d'Orléans), mais beaucoup de délégués ont commencé à mettre en doute le fait que les problèmes financiers mis en avant soient une justification suffisante à la suspension.

L'attitude et les interrogations des congressistes à propos d'Usinor mettent un sérieux bémol à l'approbation, apparemment massive, de la position confédérale sur le fonctionnement (79 % des mandats).

Il faut bien dire que la discussion sur l'amendement du syndicat cheminot (Côte-d'Or) n'a pas permis de clarifier suffisamment le débat.

A l'heure du bilan

On peut dire qu'en repartant, l'ensemble des délégués se posait beaucoup de questions qui tournaient autour de trois axes : le socialisme pour lequel nous luttons nécessite-t-il une rupture avec le capitalisme et peut-on y parvenir par des revendications qui orientent vers « *un autre type de développement* » comme le prétend Maire ?

— Quelle va être la ligne d'action de la CFDT dans les mois à venir ?

— Comment renforcer la démocratie dans l'organisation syndicale ?

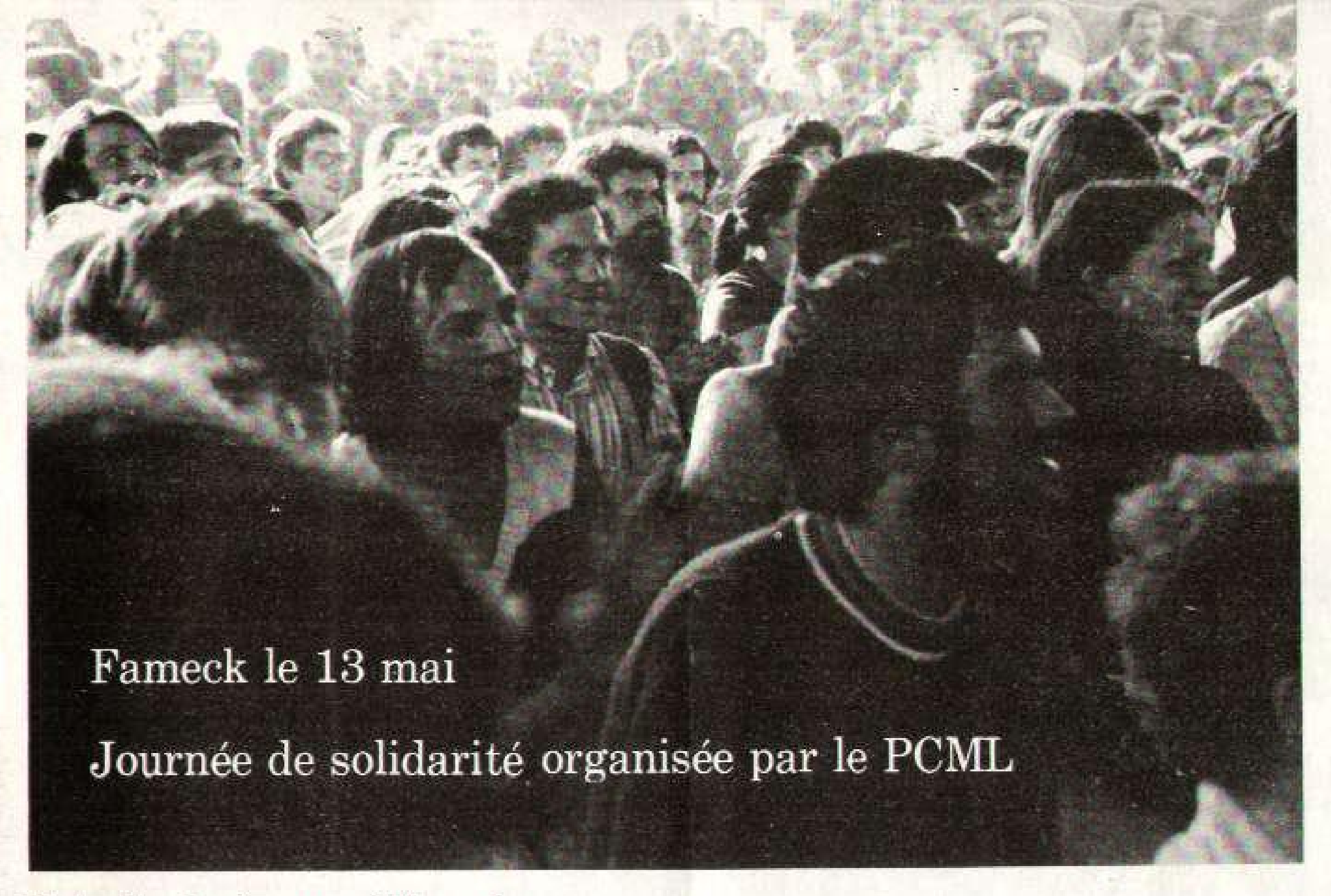
Les questions restent ouvertes, mais le désaveu politique qu'a connu, à plusieurs reprises, la direction confédérale est une victoire pour tous ceux qui, dès le premier plan Barre, luttent pied à pied contre les licenciements et les restructurations.

Les perspectives après le congrès restent les mêmes : d'abord garder confiance dans la lutte de classe, œuvrer à l'unité de la classe ouvrière et continuer à se battre contre les plans de licenciements et les attaques du patronat, et dans le syndicat, redonner leur rôle aux adhérents, développer la démocratie syndicale et lutter pied à pied contre l'influence du réformisme pour développer une action syndicale de classe conforme à la lutte pour le socialisme, à la solidarité internationale et à l'indépendance.

Claire MASSON.

Séance de travail pendant le congrès CFDT
La direction a été mise en minorité sur la question financière et sur sa conception des 35 heures.





Fameck le 13 mai
Journée de solidarité organisée par le PCML

Extraits du forum sidérurgie

Permettre à des travailleurs d'autres régions de venir s'informer de la situation de la lutte des sidérurgistes afin de pouvoir développer autour d'eux la solidarité nécessaire : tel était l'un des buts essentiels de notre rassemblement de Fameck le 13 mai dernier. S'informer, confronter les points de vue, les expériences, c'est déjà travailler à la nécessaire unité de la classe ouvrière. Ces discussions et échanges d'information eurent lieu, en particulier, dans le cadre du forum sur la sidérurgie. Y participaient des militants et responsables syndicaux sidérurgistes, CFDT et CGT. De nombreuses questions leurs furent posées, des échanges eurent lieu, sur les formes de lutte, sur l'unité syndicale, sur les cibles de la lutte, etc. Nous publions ici quelques extraits d'interventions de certains sidérurgistes, permettant de mieux comprendre la situation. Tout au long des discussions, un souci, une nécessité apparurent constamment : unir la classe ouvrière.

Pourquoi l'échec de la grève à Usinor-Longwy ?

Robert Giovanardi, militant syndicaliste à Usinor-Longwy faisait le point de la situation dans cette usine et donnait son avis sur les raisons de l'échec de la grève qui venait d'avoir lieu : « Il y a une tournée sur quatre qui a engagé la grève, il y a une quinzaine de jours, suite à la décision du patron de muter douze travailleurs de cette équipe dans les autres équipes. Le patron disait que ce n'était que pour rééquilibrer les équipes, mais en fait, les gars ont très bien vu que c'était le début du démantèlement d'une équipe et la fermeture de cette aciérie Thomas. Ils sont donc entrés en grève, et les trois autres équipes ont suivi derrière. Il y a eu une analyse syndicale à partir de là et il y a eu la continuation de la grève pendant quinze jours. Maintenant le travail a repris. Une fraction trouvait trop lourde la perte de salaire et a repris le travail. La combativité est encore là. On a rencontré un écueil : le handicap de la perte de salaire qui a fait reprendre les gars sans qu'il y ait un recul patronal important. La seule chose qui a été accordée par le patronat, c'est qu'au lieu des douze mutations, il n'y en avait plus que quatre. Voilà où en est la lutte.

Je fais partie de la CFDT, mais c'est la CGT qui est majoritaire à Usinor et elle a avancé le mot d'ordre d'occupation de l'usine. Elle a fait un meeting où ce sont surtout ses militants, ses adhérents qui se sont exprimés pour l'occupation de l'usine. Il y avait 3 000 personnes, alors que les effectifs sont de 7 500 dans cette usine. Ensuite elle a fait un vote dans un atelier où elle est extra-majoritaire, les travailleurs se sont prononcés à 900 pour l'occupation et 200 contre. Et à partir de ce meeting et de ce vote où les travailleurs n'étaient pas tous représentés, la CGT a installé des piquets de grève. On peut porter une critique : il n'y a pas eu débat avec les travailleurs, il y a eu plutôt le syndicat qui a forcé la main aux travailleurs et c'est peut-être ça aussi qui a fait que l'on n'a pas réussi. Les travailleurs de l'aciérie se sont mis en grève. La tournée qui était concernée a commencé la lutte par une grève totale de huit heures. Les autres tournées ont suivi par solidarité. L'analyse syndicale de la CGT a été : il faut consolider cette grève. Cela voulait dire que les autres chantiers étaient mis en chômage. Puisque l'aciérie ne roulait pas, ça bloquait toute l'usine, puisqu'il n'y a plus d'acier qui coule, il n'y a plus de production. La CGT s'est dit : c'est peut-être le moyen de s'engager dans l'occupation de l'usine, donc la guerre ouverte avec le patron.

(Suite page 8)



Des sidérurgistes d'Usinor-Denain, Longwy, de Sollac-Sacilor, des syndicalistes de la région parisienne ont participé à ce riche débat qui s'est poursuivi bien après la clôture du forum.



A la tribune, Marcel Grégoire, militant du PCML, sidérurgiste en pré-retraite fait le bilan des luttes passées.

Si bien qu'on n'a pas vu les aciéristes, ils sont restés à la maison. Les chômeurs techniques se sont pointés au boulot. Ils ont vu les piquets de grève. Ceux qui étaient encore au boulot n'ont pas insisté sauf quelques uns qui ont commencé à critiquer. La grève a roulé cahin-caha de cette manière et puis nous, du côté CFDT, on était emmerdés, parce que si on se désolidarisait pas, ça voulait dire qu'on laissait tomber les travailleurs qui étaient en grève et si on se solidarisait, ça voulait dire qu'on était partie prenante des piquets de grève sans avoir mené le débat avec les gens.

De tout cela, je retire deux faits : l'occupation de l'usine n'a pas été le fait de la masse des travailleurs. Et puis la perte de salaire a bloqué une partie des travailleurs.

La CGT a eu tort de ne pas mettre dans le coup en premier lieu les aciéristes. Elle disait : on continue la lutte mais elle n'a pas demandé aux aciéristes s'ils voulaient continuer la lutte. Du moment que les quatre équipes avaient fait 24 heures de grève, elle a bloqué. Elle a mis tous ses militants en branle. Les gars ne vont pas à l'encontre au début mais ils se sont trouvés exclus de la lutte. En même temps, elle disait : *« Occupez l'usine »* et *« Rentrez chez vous, vous allez rater le bus »* pour qu'il n'y ait pas de groupes qui restent là pour critiquer la décision. Même si la décision était juste, il n'y a pas eu participation. Je ne dis pas que la CGT avait tort, je constate que les gars n'ont pas suivi la décision syndicale. Vu ce que ça a donné on s'aperçoit de cela. Il ne faut pas critiquer les délégués d'une organisation syndicale, il faut aussi être dans le coup où ils sont.

Les aciéristes n'ont pas pu prendre de décision collective. Jamais il n'y a eu de vote des aciéristes. Quand la grève part, il n'y a jamais de vote: Les travailleurs démarrent et les autres suivent. Mais après se posent les questions : est-ce qu'on continue ? Est-ce qu'on a eu raison d'avoir débrayé ? La CGT n'a pas demandé l'avis des aciéristes. Elle a fait un meeting des aciéristes au bout de huit jours. Le gars de la CGT a parlé tout le temps et a surtout mis en avant la solidarité financière. Et il n'y a pas eu vote. Il y avait déjà un petit groupe, fomenté par l'ingénieur de service, qui est parti à l'aciérie pour s'inscrire comme étant pour la reprise du travail. Et puis après, ce petit groupe a commencé à se renforcer et ces gars là se sont éloignés des syndicats. Ils se sont rapprochés d'une reprise du travail en critiquant le fait qu'il n'y avait pas eu de vote. »

Les formes de lutte : pas de recettes

Marcel Grégoire, membre du PCML, intervenait pour souligner que les formes de lutte dépendent des circonstances : « En 1977, à Thionville, on se trouvait à peu près dans la même situation que l'usine de la Chiers à Longwy qui est liquidée à cent pour cent. Le problème s'était posé dès le début de la lutte entre une forte minorité de travailleurs qui voulaient en découdre parce qu'ils avaient le dos au mur et qui proposaient l'occupation comme première mesure de lutte. Et une ligne qui est apparue très vite de la part des permanents et de l'appareil régional et fédéral qui refusait la lutte. Le refus d'engager la lutte à Thoinville n'est pas un mythe. Il y avait une forte emprise d'une organisation opposée au développement de la lutte et une forte minorité de travailleurs qui voulaient attaquer. L'occupation apparaissait en quelque sorte comme le moyen de briser cette interdiction. Il avait été demandé que cette proposition soit discutée lors d'un meeting dans l'usine, ce meeting fur refusé par les dirigeants de la CGT. Il aurait été possible d'occuper l'aciérie, par exemple, qui fournit le pain quotidien aux laminoirs. Cela ne veut pas dire que ce qui était vrai à Thionville était à répéter automatiquement à Longwy.

Jean Paul Stern, militant syndicaliste à Sollac-Sacilor, donnait son avis à son tour sur la lutte.

« Les technocrates de la négociation... »

« Les seules propositions qu'on a eues de la CGT depuis l'annonce des licenciements, ça a été des journées d'action. Et depuis le mois de septembre, dans le groupe Sollac, Sacilor, on n'a eu que des journées d'action sans lendemain. Le 16 février, qui a été une journée d'action importante en Lorraine, où pratiquement toutes les usines sidérurgiques étaient bloquées à cent pour cent, on sentait chez les travailleurs une volonté d'action unie et d'envergure, encore une fois, nos camarades de la CGT ont refusé la poursuite de la grève et ont dit : « En mars il doit y avoir une journée importante ». Et c'est à ce moment là qu'on a commencé à parler du 23 mars. Pour le 23 mars, on s'est dit : est-ce que ça vaut le coup encore une fois d'aller faire un défilé à Paris pendant que la grande majorité des travailleurs sera dans la boîte ? Est-ce que ça ne vaut pas plus le coup d'être présents dans la boite, activement ? C'est pour cela que nous, CFDT du groupe Sollac-Sacilor, nous avons refusé de participer à la marche sur Paris. Le 23 mars, nous avons mené un certain nombre d'actions dans la boite qui se sont soldées par des sanctions très lourdes pour un certain nombre de militants. La grève a été minime. Le 23, dans l'ensemble, a été un échec.

Comment à l'heure actuelle, les travailleurs ressentent l'action syndicale ? Au moment où nos copains de Longwy, de Solmer, de Dunkerque étaient dans la lutte, je crois que le syndicat de la sidérurgie n'a pas joué son rôle. Nous n'avions pas les informations. Combien de travailleurs sont au courant de la lutte à Solmer ? Il n'y a pas un tract qui est sorti alors que ça fait un mois que ces travailleurs se battent. Pour la lutte de Longwy, il n'y a pas un tract syndical qui a été distribuer si ne n'est quelques informations.

Du côté des travailleurs, il n'y a plus d'alternative politique. Nous-mêmes, en tant qu'organisation syndicale, nous avions laissé croire aux travailleurs qu'après mars 1978, ça irait mieux, alors qu'en réalité, on s'aperçoit que c'est faux.

Et puis, il y a un passé. Depuis 1966, il y a des licenciements dans le groupe Sollac-Sacilor. En 1969, quand nos camarades de De Wendel étaient en grève, à Knutange, les femmes s'étaient mises sous le viaduc avec les gosses et les CRS avaient chargés. A Sollac, on pensait qu'on n'était pas concerné car la boite était neuve, qu'elle avait de l'avenir. Cela est loin d'être vrai aujourd'hui. Le groupe Sacilor, qui fait des produits longs, a de fortes chances de fermer d'ici trois-quatre ans ; au niveau de Sollac, les clients demandent de grosses bobines avec de grandes largeurs, or seul Solmer est capable de les faire. A terme, c'est toute la sidérurgie lorraine qui va être fermée. Il restera en France deux pôles de sidérurgie : Solmer et Dunkerque.

Par ailleurs, à la CFDT nous sommes devenus les technocrates de la négociations. Alors que les patrons nous annonçaient un certain nombre de suspensions d'emplois, plutôt que de dire on refuse les licenciements et on n'a rien à faire de toutes les explications que vous pouvez nous donner, eh bien, nous, en tant qu'organisation syndicale, nous avons cherché comment étendre les mesures pour que ça ne se traduise pas par des suppressions d'emplois et à aucun moment nous n'avons remis en cause le plan patronal de suppression d'emplois dans la sidérurgie. Y compris la CGT. C'est pas en disant qu'il faut fermer les frontières qu'on va sauver la sidérurgie.

A un moment où il n'y avait pas de rapport de force on a dit : tant pis, on va se passer du rapport de force et on va aller négocier . Je crois que ça a été une grave erreur syndicale, que maintenant on paie lourdement.

Unifier la classe ouvrière...

Marcel Grégoire, en conclusion devait déclarer notamment : « Est-ce qu'on va partir d'ici en disant " Il n'y a plus grand chose à faire, attendons les batailles suivantes ? ". Je pense que non. Il y a des conclusions à tirer. Les patrons sont unis, ils l'ont toujours été. Le Comité des forges, ça ne date pas d'hier. La classe ouvrière est nombreuse et dans la sidérurgie, elle est très concentrée. Elle dispose d'un capital formidable de traditions. C'est une des plus vieilles branches industrielles. Ce matin, nous avons discuté avec un vieux retraité qui aura 70 ans bientôt. Il disait : " Il y a vingt ans, 30 ans, 50 ans, on se battait et aussi dur que les travailleurs de Longwy. " Les travailleurs de Longwy ont renoué avec une vieille tradition de lutte. Si on n'avance pas dans la sidérurgie, c'est parce qu'il n'y a pas d'unification des luttes, qu'il n'y a pas une direction unifiée des luttes. En quatre mois, les opérations diverses, ici ou là, ou les « opérations coups de poing », les grèves localisées, n'ont pas permis d'avancer vers l'unification des luttes. En ce sens, il y a là un constat d'échec à faire. Il y a des réserves d'énergie formidables dans la classe ouvrière, mais elles sont cachées. La question que l'on doit se poser tous, que l'on soit marxiste-léniniste ou non, c'est " qu'est-ce que je peux faire pour l'unité ? Comment travailler pour unifier la classe ouvrière ? " Ce n'est pas un travail de huit jours, c'est un travail de semaines et d'années. Il n'y aura pas de victoire ouvrière importante si on ne progresse pas vers cette unification. Les travailleurs de la téléphonie ont devant eux l'avenir qu'on avait il y a six mois, les travailleurs des banques et des assurances ont devant eux le même avenir lorsque la télématique va les jeter à la rue par dizaines de milliers. Vont-ils se trouver comme nous, sidérurgistes, en rangs dispersés, pour battre un capital unifié ? C'est une question qui ne doit plus nous sortir de la tête.



Un travailleur de La Ciotat est venu apporter son soutien aux sidérurgistes et expliquer qu'aux Chantiers navals de La Ciotat, la situation est la même que pour les sidérurgistes.



La salle était trop petite pour le forum « Unité Français-immigrés ». De nombreux résidents des foyers Sonacotra de l'Est étaient présents. Côte à côte, Français et immigrés ont débattu de l'unité, de la solidarité qu'il s'agit de construire.

Un forum sur la jeunesse a rassemblé une quarantaine de jeunes, organisés ou non à la JCMLF. Ils étaient venus de Paris, de Reims, du Loiret pour discuter avec ceux de Fameck. Le comité de lutte des lycées de Fameck était présent.



Soutien aux emprisonnés corses déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat



Début des procès le 14 juin

Depuis juin 1978, les arrestations suivies d'inculpation de patriotes corses, soupçonnés d'appartenir au FLNC, ont conduit trente-sept d'entre eux entre les murs sombres de quatre prisons de la région parisienne. Près de la moitié d'entre eux seront, en juin, depuis un an en détention préventive. Les opérations policières n'ont pas cessé. Après les grosses vagues de juin et novembre 1978, il y a eu quatre inculpations en février et mars, puis quatre autres en avril. Pour ces dernières, il s'agit de :

— Laurent Cauvili, interpellé le 5 avril à Vescovato (à 30 km de Bastia) qui a été interrogé durant cinq jours de garde à vue. Cette fois, en plus des policiers « habituels » s'était adjoint un membre de la direction de la Surveillance du territoire (DST). Officiellement, c'est la première fois que ce service intervient en Corse.

— Jean Caletti, Michel Renucci, Paul Cazzolino ont été arrêtés le 26 avril à Ajaccio.

En dehors de ceux qui sont inculpés, beaucoup d'autres sont arrêtés, gardés à vue jusqu'à six jours, puis relâchés. Ces derniers jours, c'est Jean-Pierre Santini, de Barretalli dans le Cap corse, qui a été arrêté. Il a été transféré à Paris. Depuis le 15 mai, plusieurs autres sont interrogés par la police judiciaire de Bastia. Le 16 mai au soir, Jean Lefèvre qui était incarcéré à Fleury depuis février, a été libéré sans qu'aucune explication ne soit donnée. En somme, la Cour de sûreté de l'Etat se permet tout ce qu'elle veut : l'arbitraire règne en maitre.

Nous ne reviendrons pas ici sur les motifs d'inculpation : « association de malfaiteurs, atteinte à l'intégrité du territoire national... ». (*)

Prenons des exemples concrets pour démystifier le « libéralisme » du pouvoir et les abus de sa soi-disant justice. Maître Martini, un des avocats des patriotes emprisonnés (**) explique :

« Mon but (et mon devoir) est de dire dans quelles contradictions et dans quelles ambiguïtés s'engage le pouvoir dans cette affaire, allant même jusqu'à violer sa propre légalité.

Tous l'ont compris lorsque, vidant de leur contenu les droits reconnus aux détenus politiques, le juge Seguin a dispersé les Corses dans quatre maisons d'arrêt parisiennes, les empêchant ainsi de préparer collectivement leur défense ainsi que la loi leur en reconnait la possibilité.

Maître François Nativi a alors déposé, au nom de la défense, une note entre les mains du juge d'instruction démontrant l'illégalité d'une telle mesure si elle n'est pas dictée par les stricts besoins de l'instruction.

On reconnait donc qu'une décision aussi grave, puisqu'elle réduit les droits de la défense, est prise par le pouvoir court-circuitant complètement un juge dans un domaine où il ne peut légalement s'immiscer.

On savait que la Cour de Sûreté de l'État était une juridiction d'exception par sa compétence et sa procédure particulière. Nul n'avait reconnu aussi directement, si ce n'est le procureur Jonquère, que son fonctionnement est également exceptionnel puisqu'un juge, quelle que soit son analyse personnelle, ne peut s'opposer, dans une matière où la loi lui reconnait compétence exclusive, à un ordre venu du pouvoir par l'intermédiaire du corps hiérarchisé que constitue le parquet.

Mais lorsqu'on examine les conditions de nomination de certain juge, on comprend mieux encore cette dépendance. (***)

Pourquoi plusieurs procès ?

Autre fait du même tabac : alors que tous les patriotes corses ont tous le même motif fondamental d'inculpation, pourquoi y aurait-il cinq ou six procès et non un seul ? Quels critères « *justifient* » une telle procédure ? Le pouvoir et sa justice veulent séparer les unes des autres les actions spécifiques incriminées, comme s'il ne s'agissait pas d'une seule et même chose, d'une même motivation politique. Là aussi, c'est l'arbitraire qui règne en maitre. Nous exigeons le regroupement immédiat des emprisonnés.

Il en est de même des conditions de détention qui, pour certains d'entre eux, sont similaires à celles des tristement célèbres quartiers de haute sécurité (QHS) réservés aux criminels les plus dangereux ! Et il y a bien d'autres exemples.

Après avoir gravement enfreint les droits de la défense, les dispersant dans quatre prisons, en isolant certains et en essayant de discréditer les patriotes corses, si le pouvoir multiplie les procès qui risquent de s'étaler sur un mois ou plus, c'est qu'il veut ainsi diminuer la portée et la force que pourrait avoir un seul grand procès politique. Il compte aussi se servir de certains comme boucs-émissaires.

Les « accusés » de leur côté, sont prêts à se présenter en accusateurs de ce pouvoir. Durant les procès, il sera nécessaire que de nombreux amis y assistent pour démontrer que les patriotes emprisonnés ne sont pas un seuls, qu'ils bénéficient d'un large soutien.

Serge LAFORGE.

Notes :

* Voir le dossier « Corse » dans le bimensuel No 47.

** Article paru dans *U Ribombu* No 2, qui est un journal nationaliste corse bimestriel. Adresse postale : Jacqueline Lucchini, BP 36, 20176 AIACCIU (Abonnement : 5 numéros 20 F).

*** Il s'agit de l'affaire Aguiton, juge qui exerce également des fonctions électives en tant que représentant de l'UDF (de Giscard). Voir HR No 1049 du 13 mars 1979).

LE FIL DE L'ACTUALITE

105 résidents SONACOTRA condamnés à l'expulsion

Dans la région parisienne, cent-cinq résidents de foyers Sonacotra viennent d'être condamnés à l'expulsion par le tribunal de Bobigny. Il s'agit de résidents des foyers de Tremblay-les-Gonesse, Montreuil-la-Noue, Montreuil-les-Ruffins et Bagnolet. Les résidents des foyers de Garges-les-Gonesse et de Chilly-Mazarin sont sous le coup d'une expulsion qui peut venir d'un jour à l'autre.

Les résidents d'autres foyers sont convoqués devant les tribunaux. Enfin, la Sonacotra refuse d'appliquer les décisions de certains tribunaux de faire procéder à des expertises.

Pour faire face aux expulsions, il est nécessaire que les travailleurs français, les sections syndicales en premier lieu, soient le plus largement possible solidaires des résidents, comme cela s'est fait en quelques endroits en Seine-St-Denis. Ce soutien doit se faire sur les bases du Comité de coordination. La Sonacotra et le pouvoir font le chantage à l'expulsion pour entrainer les résidents des foyers menacés dans des négociations foyer par foyer et ainsi créer une division qui ne peut qu'être défavorable aux résidents.



Les tortionnaires d'Ali Abdoul iront en Assises

Première victoire sur le racisme : Ali Abdoul, jeune immigré, avait été odieusement torturé par trois racistes, dont un appartient au SAC. La chambre correctionnelle qui devait juger ces trois tortionnaires est déclarée incompétente. C'est donc aux assises que ces tortionnaires seront jugés en octobre et en novembre.



Les inculpés doivent être immédiatement relaxés. La solidarité la plus large soit s'exprimer autour des sidérurgistes et de la population de Longwy.

Violences policières inouïes à Longwy

Une dizaine de travailleurs blessés (certains très gravement), deux journalistes également blessés (dont un a la jambe brisée par un tir de grenade à bout portant) et, pour finir, cinq manifestants inculpés dont l'envoyé spécial du *Quotidien du peuple*, le journal du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste : voilà la réponse du pouvoir aux protestations de la population de Longwy venue à plus de 1 000, très vite mobilisée, exiger l'arrêt du brouillage des radios des sidérurgistes. Cela se passait le jeudi 17 mai à Longwy, le soir, devant le relais du Bois-du-Châ, où se trouvent les appareils de brouillage.

Les affrontements se sont prolongés tard dans la nuit. Cela témoigne de la brutalité inouïe des forces dites de l'ordre. Mais cela montre aussi l'esprit de lutte, la combativité et l'unité non entamées des travailleurs et de la population de Longwy.

Les otages du 23 mars



La manifestation du 23 mars, on s'en souvient ! La rafle des flics s'est soldée par trente-deux inculpations. Les accusations sont de trois ordres : vol, appartenance à la Fédération anarchiste, violence à agent et donc inculpation sous le coup de la loi anticasseur.

La gigantesque propagande de la radio, de la télé, peut nous amener à « douter de l'innocence des inculpés ». Mais trois faits nous convainquent du contraire : la machination montée de toutes pièces sur les « délits » pour lesquels ils ont été inculpés, les accusations fausses des flics, la charge judiciaire qui s'est reprise à deux fois pour condamner ces « inculpés ».

Le 23 mars, cinq manifestants sont arrêtés pour vol, pillage de magasin ; douze militants de la Fédération anarchiste sont arrêtés le matin-même du 23 mars, « préventivement » et quatorze autres manifestants pour voies de faits contre agents.

Qu'est-ce que peut bien expliquer l'arrestation de ces douze militants anarchistes ?

Rien. Mais absolument rien du tout. Ils ont été arrêtés sur le prétexte qu'ils portaient des manches de pioche comme hampe de leurs drapeaux noirs. Le gros délit que voilà !

Et les autres ? Les cinq accusés de vol. Un vol de faux bijoux à l'étalage, un vol d'un abat-jour dans un magasin dont les vitrines avaient été brisées auparavant et deux ont ramassé des vêtements par terre. Le coût de « ces odieux crimes » ? Très cher, très cher, surtout que deux d'entre eux sont Arabes et l'un est Noir...

Mohamed Abdel Salam, 31 ans, Égyptien, ne connaissant pas un mot de français a d'abord été condamné à six mois de prison dont trois avec sursis puis avec l'appel en minima du parquet à un an ferme pour le vol d'un abat-jour !

Joseph Wazin, 19 ans, et Mohamed Mebtjoul, 20 ans, ont d'abord été condamnés à six mois de prison dont deux fermes, jugement qui s'est transformé après appel à dix mois de prison !

Les chefs d'accusation des procès ? La mauvaise foi et les faux témoignages. Ainsi, Gilles Desraisses, lycéen du lycée Paul-Valéry à Paris, a été accusé de lancer une grenade explosive de la main droite, il est gaucher ! C'est aussi Pierre Legall, aide-soignant à l'hôpital Laennec qui a été arrêté parce qu'il ne pouvait pas courir vite en sabots !

Ni « casseurs », ni « autonomes »

Gilles, Mohamed, Pierre et Roger Marin de Longwy sont représentatifs des inculpés : ni « casseurs », ni« autonomes ». Un coursier, un agent comptable, un tresseur de fil, un sidérurgiste, chômeurs, lycéens, étudiants, ils étaient tous descendus dans la rue pour lutter contre le chômage, pour affirmer leur solidarité avec les sidérurgistes, comme tous ceux qui ont participé aux manifestations de Caen, de Denain, de Longwy, cette année.

La provocation policière du 23 mars a été donc conçue pour intimider, pour éventuellement faire renoncer les travailleurs à lutter. Les cinq dernières inculpations après les durs affrontements de jeudi 17 mai à Longwy en sont une dernière preuve.

Nathalie VILLOTIERS

Grève au lycée Valéry à Paris



Un mouvement d'indignation s'est emparé de nous tous lorsque nous avons appris le scandaleux verdict pour les « flagrants délits » du 23 mars. Cette indignation se transforme en mobilisation.

Ainsi, au lycée Paul-Valéry à Paris, lycée de Gilles Desraisses, les lycéens ont fait grève, ont occupé les locaux, ont manifesté pour exiger la libération des inculpés du 23 mars et l'abrogation de la loi anticasseur.

A Longwy aussi, la population est prête à soutenir les cinq inculpés du 17 mai, (quatre sidérurgistes et l'envoyé spécial du *Quotidien du peuple*). Dès leur sortie, une manifestation spontanée s'est organisée. Partout, nous devons nous mobiliser pour arracher à la prison les inculpés du 23 mars, pour l'abrogation de la loi anticasseur.

Dans un communiqué de presse, la section CGT de l'hôpital de Montreuil exige la libération de Pierre Lamy, agent hospitalier injustement condamné. Pierre Lamy a fait une demande de mise en liberté provisoire qui a été rejetée. Son procès aura lieu fin juin.

Europe, l'enjeu

l'Europe des 9, c'est 260 millions d'habitants, 6,5 millions de chômeurs officiels (5 % de la population active), une inflation moyenne de 7,8 % en 1978 contre 3,3 % en 1958).

Du point de vue économique, on trouve en Europe 18 des 50 plus gros groupes industriels et financiers du monde capitaliste (Shell, Michelin, BP, Unilever, Peugeot, Thomson-CSF, Siemens, Française des pétroles).

Pays	Population en millions	Densité au km2	Capitale	Monnaie	Chômage fin 78 (1)	Inflation 1972-1977 (moyenne)	Balance commerciale 1977 (2)
RFA	61,4	247	Bonn	Mark	3,9 %	5,7 %	plus 23
Belgique	9,8	322	Bruxelles	Franc b.	7,5 %	9,7 %	moins 1
Danemark	5,1	118	Copenhague	Couronne	7,3 %	10,8 %	Moins 2,25
France	53,1	96	Paris	Franc f.	6,1 %	10,3 %	plus 1,25
Irlande	3,2	45	Dublin	Livre i.	8,8 %	16,1 %	moins 0,75
Italie	56,4	188	Rome	Lire	7,4 %	16,5 %	plus 3
Luxembourg	0,36	138	Luxembourg	Franc l.	0,8 %	8,6 %	-----
Pays-Bas	13,8	410	La Haye	Florin	4,6 %	8,7 %	moins 1,5
Royaume-Uni	55,9	229	Londres	Livre s.	5,2 %	16,3 %	moins 3

(1) en pourcentage de la population active
(2) en milliard de dollars

REALISE PAR YVES LEPIC

Allemagne : République de type fédéral, ayant des gouvernements au niveau de chaque région (Land).

Fin 1978, le chômage était de 3,9 % de la population active. Mais plus de 1 500 000 travailleurs immigrés ont été jetés hors des frontières du pays depuis 1973.

Les ouvriers allemands ont multiplié les grèves sauvages ces dernières années (métallos). L'Allemagne a connu la plus longue grève de la sidérurgie de l'Europe depuis bien longtemps : six semaines. Et il a fallu la « diplomatie » des chefs du syndicat liés à la social-démocratie pour faire reprendre le travail.

Il faut noter à ce sujet qu'il suffit de 25 % des voix pour la reprise du travail pour que celui-ci reprenne. Curieuse démocratie syndicale tout de même.

Belgique : Ce petit pays ne fait pas beaucoup parler de lui, mais pourtant, il est le siège de groupes économiques extrêmement puissants du point de vue économique comme Solvay (chimie) ou la F.N. Herstal dans le domaine des armes, métallurgie, etc. Le problème national est très complexe. Il y a en effet des problèmes très graves entre les Wallons et les Flamands. On rencontre aussi une minorité allemande.

Cette question nationale est une source de division de la classe ouvrière savamment entretenue par les dirigeants patronaux, politiques et syndicaux.

La Belgique a un nouveau gouvernement depuis peu. C'est Wilfried Martens qui le dirige. Il est membre du Parti social-chrétien flamand.

- Le débat autour de la supranationalité
- Quelle défense pour l'Europe ?
- Economie : les rapports avec les USA
- L'Europe du chômage : l'exemple de la construction navale
- La CFDT et la CES (Confédération européenne des syndicats)





Janvier 1979, session du Parlement européen à Strasbourg.

Suite de la page 13.

Les luttes de la classe ouvrière sont assez nombreuses en ce moment dans des secteurs aussi variés que le textile comme à Salik, et la sidérurgie, aux ACEC.

Il y a deux grands syndicats, la FGTB (Fédération générale des travailleurs de Belgique) et la CSC (Confédération des travailleurs chrétiens).

Danemark : Le gouvernement est aux mains des sociaux-démocrates dans ce pays. Le chef du gouvernement s'appelle Anker Jorgensen. Le régime est un régime monarchique. Considéré comme un paradis social, le Danemark est traversé, comme les autres pays capitalistes, par une crise économique relativement grave.

Le Danemark vient d'accorder l'autonomie à sa plus grande colonie à savoir le Groenland. Les Groenlandais fournissent un grand nombre d'immigrés. Ils sont très mal payés et subissent une politique discriminatoire au même titre que les immigrés chez nous.

Irlande : Là aussi, c'est un pays qui fait peu parler de lui. La partie nord du pays, appelée Ulster, est encore une colonie anglaise. C'est un pays relativement pauvre avec peu d'industries nationales. C'est un terrain de chasse pour les grands trusts étrangers en particulier américains.

C'est une république. Le chef du gouvernement est Jack Lynch, membre du Parti républicain.

L'Irlande tire une partie de ses ressources du tourisme et de la pêche. Mais elle n'a pas de sidérurgie digne de ce nom (à peine un millier de travailleurs).

Italie : L'Italie est certainement le pays qui fait le plus parler de lui depuis plusieurs mois déjà. La situation politique est très grave. L'Italie n'a plus de gouvernement digne de ce nom.

Les travailleurs subissent des attaques extrêmement graves sur les salaires, les conditions de travail. Les dirigeants syndicaux ont accepté de remettre en cause certains des avantages acquis, notamment sur les garanties sociales et ils ont accepté de limiter les revendications.

La déstabilisation politique est connue partout en Europe pour sa gravité. Attentats en tous genres se multiplient. Les Brigades rouges redoublent d'audace. Ce ne sont plus de simples coups, mais de vraies actions de guérilla parfaitement maitrisées du point de vue militaire.

Rien ne laisse envisager un éclaircissement de la situation politique et économique d'autant plus que le Parti communiste italien qui a rompu la coalition majoritaire avec le démocratie chrétienne, veut cette fois-ci partager les places au gouvernement et non plus seulement soutenir le gouvernement.

Luxembourg : C'est un tout petit pays dont le système politique est une monarchie constitutionnelle. Le chef du gouvernement est Gaston Thorn. C'est un gouvernement dit de centre-gauche. Du point de vue économique, le pays est considéré comme le paradis social. La bourgeoisie s'évertue à nous présenter les solutions dans la sidérurgie, adoptées là-bas comme des solutions miracles.

En effet, l'ARBED, le principal monopole du pays, a licencié des milliers de travailleurs. Elle en a placé un certain nombre à la disposition des administrations et des municipalités pour effectuer des travaux dits d'utilité publique (routes, etc.).

D'autre part, elle a créé des stages de recyclage sur deux et trois ans. Au bout de ces stages, nombreux sont ceux qui seront sans travail. Là aussi, les dirigeants syndicaux ont accepté ce plan du patronat.

Pays-Bas : Du point de vue politique, c'est une monarchie constitutionnelle. Le gouvernement est dirigé par Andreas Van Agt, un démocrate-chrétien. Du point de vue économique, il y a de grands groupes industriels dans ce pays comme la Royal-Dutch Shell, Philips, Unilever.

Grande-Bretagne : La Grande-Bretagne vient de connaître des élections législatives qui ont vu la victoire des conservateurs sur les travaillistes. Depuis plus de 50 ans, ces deux formations se partagent le pouvoir à tour de rôle. Les syndicats sont tous liés aux travaillistes. Les dirigeants syndicaux sont d'ailleurs des agents électoraux de ce parti lors des élections.

La Grande-Bretagne regroupe l'Écosse, l'Angleterre et le Pays de Galles. C'est sans doute le pays qui a connu le plus grand empire colonial. Ce fut l'impérialisme le plus puissant du globe jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La Grande-Bretagne vient de connaître de grandes grèves dans le secteur public (santé), comme dans le secteur privé (Ford). Le secteur nationalisé est très étendu. Il va de la sidérurgie à l'automobile en passant par l'aéronautique, les postes, etc.

Cette brève présentation montre que la situation est relativement favorable à l'unité des travailleurs au niveau européen et que nous avons tout intérêt à rejeter les divisions. Les travailleurs d'Europe n'ont d'autres ennemis que les capitalistes.

Yves LEPIC

Débat autour de la supranationalité

Chacune des listes des quatre grands partis français se présente drapée de tricolore aux élections du Parlement européen. A quelques semaines du scrutin, l'essentiel du débat politique se réduit aux accusations des uns contre le bradage des intérêts français et aux protestations des autres concernant l'indépendance et le rang de la France. *« Europe supranationale »*, accusent à l'unisson, Marchais et Chirac. *« Tout le traité de Rome, rien que le traité de Rome »*, répondent en chœur Mitterrand et Giscard – pardon, Veil.

Mue par les nécessités économiques du développement des monopoles, l'Europe devait, à chaque étape de sa construction, se doter d'institutions, d'une superstructure politique adaptée.

Les premières institutions

Les premiers balbutiements européens qui se firent avec la mise en place de la Communauté du Charbon et de l'Acier (1953) correspondaient à la nécessité pour les capitalistes de remettre en ordre l'industrie lourde aux lendemains de la guerre. Avec ce marché commun du charbon et de l'acier, apparurent les premières institutions supranationales. Par la suite, en 1957, et progressivement, fut étendue à toutes les branches de l'économie la libre circulation des marchandises et des capitaux à l'intérieur de l'Europe des six puis des neuf. A cette étape, d'autres institutions virent le jour comme la Commission européenne ou le Parlement européen et surtout le Conseil, émanation des différents gouvernements et véritable lieu des décisions politiques communes. C'est sur la base de ce vaste marché que se développent les monopoles européens.

Les USA et l'Europe

Ce développement, on peut d'ailleurs le mesurer au changement d'attitude des États-Unis à l'égard de l'Europe. Ceux-ci avaient été jusqu'au début des années soixante, les plus chauds partisans d'une unification européenne dont ils attendaient une plus grande liberté de mouvement dans le domaine des investissements et des exportations. Mais l'acceptation sur le continent ouest-européen de concurrents sérieux ainsi que les mesures protectionnistes de la communauté devaient conduire les États-Unis à adopter une attitude beaucoup plus réticente.

Unanimité ou majorité ?

Le développement des monopoles au niveau européen s'est accompagné au cours des ans de nombreuses restructurations et fusions. C'est ainsi que la production automobile en France se répartissait en 1950 entre quelque trente et une entreprises, aujourd'hui, tout se partage entre deux grands groupes.

Actuellement, l'Europe vit à l'heure où quelques monopoles réorganisent entre eux la production et les marchés. C'est le temps des plans Davignon... Cette Europe-là, organisée par et pour les monopoles, en est arrivée à ce point de développement où les règles qui ont jusqu'à ce jour régi son fonctionnement – comme la règle de l'unanimité pour les décisions de son conseil – deviennent pesantes. D'autant que l'Europe à neuf doit, dans les années à venir, s'élargir à douze ce qui rend d'autant plus lourde une règle d'unanimité qui deviendrait plus difficilement applicable. Voilà où gît le débat sur la supranationalité. Il se heurte à la règle, jusqu'ici absolue, de la souveraineté des États et c'est pourquoi ses partisans en France n'osent pas ouvertement s'en réclamer.

Les raisons de l'hostilité de Chirac à l'Europe.

Bien entendu, cet accroissement des pouvoirs des instances communautaires qui sont une exigence pour les monopoles de taille européenne dans leur affrontement avec les concurrents japonais et américains, pour ne pas dire soviétiques, ne peut s'opérer qu'au détriment d'autres entreprises capitalistes. Celles qui restent accrochées aux frontières de l'hexagone et des restes de l'empire français. Car ce sont aussi les marchés protégés et les zones d'influence comme la France en possède encore en Afrique, qui seraient mis dans la corbeille commune européenne. Et sans doute, ne faut-il pas chercher ailleurs que là, les principaux motifs de l'hostilité d'un Chirac au renforcement de l'Europe. D'autres, bien entendu, envisagent de mauvaise grâce un pas en avant de l'unité qui rend moins vulnérables les pays européens à leur volonté de domination.

C'est le cas des États-Unis, c'est surtout le cas de l'URSS qui ne manque aucune occasion de souligner avec ses gros sabots les satisfactions que lui donnent les campagnes menées par le RPR et le PCF.

Pierre MARCEAU

* Traité de Rome en 1957 : il institue la Communauté économique européenne.



Les forces politiques françaises face à l'Europe

RPR

Ses positions ont été résumées dans l'appel du 6 décembre 1978, lancé par Chirac :

« Tout nous conduit à penser que, derrière le masque des mots et le jargon des technocrates, on prépare l'inféodation de la France, on consent à l'idée de son abaissement... Les votes des quatre-vingt-un représentants français pèseront bien peu à l'encontre des trois-cent-vingt-neuf représentants des pays européens excessivement sensibles aux influences d'outre-Atlantique... » et les rivalités politiciennes dans le cadre de l'hexagone montrent aussi le bout de l'oreille : *« Dans la mesure où la politique économique propre au gouvernement français contribue, pour sa part, aux mêmes résultats, on ne saurait davantage lui obtenir l'approbation sous le couvert d'un vote relatif à l'Europe... »*.

Sur l'élargissement à d'autres pays européens, Chirac, en évitant de se prononcer ouvertement contre, réclame des « garanties ».

PCF

Il se présente comme le « parti français » contre ses trois grands rivaux et développe massivement les thèmes suivants :

— « Europe : cause de tous les maux (chômage, inflation, etc.) ;
— Europe : domination allemande, domination américaine ;
— Fabriquons français ».

Il pousse même ce disque un peu fort en évoquant un « danger militaire venu de la RFA, forte de 500 000 hommes en armes ». Mais il ne craint pas, par contre, de parler péremptoirement au nom des travailleurs espagnols ou des travailleurs italiens en passant sous silence les positions du PCI et du PCF, contradictoires avec les siennes sur cette question.

UDF

La liste, conduite par Simone Veil, est pour la poursuite de la construction européenne dans les rails où elle s'est engagée. Elle défend la thèse d'un bilan positif de vingt années de construction européenne et fait miroiter le mirage de vastes réalisations sociales futures (les 35 heures...) qui seraient possibles grâce à l'Europe et impossibles sans elle. Elle soutient que le processus européen est irréversible et que l'économie française ne peut désormais plus se développer en dehors d'elle.

Sur le plan international, l'Europe est appréciée comme un facteur de paix et d'indépendance face à l'URSS comme aux USA. Mais ce dernier thème est fort discret dans la campagne en cours.

Enfin, l'UDF se montre nettement favorable à l'élargissement du Marché commun aux trois pays méditerranéens qui y sont candidats.

Sur la question de la « supranationalité », les positions demeurent floues, certains candidats de la liste s'étant, par le passé, nettement prononcés en faveur de l'abandon de la règle de l'unanimité dans les organismes de la CEE, au profit de celle de la majorité.

PS

Le PS va aux élections avec tous les sociaux-démocrates européens sur la base d'un accord minimum. Représentant trois millions de militants et environ cinquante millions d'électeurs, ils pèseront lourd dans le futur Parlement européen.

Le PS développe grosso modo dans sa campagne les positions du Programme commun sur l'Europe. Il est prudent sur la question de l'élargissement et demande des préalables à l'intégration des trois pays. Il met en avant un programme revendicatif et de réformes, notamment les 35 heures, qu'il estime réalisable dans le cadre européen. Il semble aussi favorable à un élargissement des compétences du Parlement européen. Il met en avant ses convergences avec les partis communistes italien et espagnol. Ses arguments se développent sur les thèmes : *« Giscard dévie l'Europe (vers le chômage, l'austérité, le "capitalisme sauvage"), nous allons la redresser, en faire une Europe du plein emploi, des travailleurs »*. Entendez : une « Europe de gauche ».

Une fausse note peut venir du CERES qui reprend les thèmes chers au PCF et au RPR sur le danger supranational. Par ailleurs, le PS se montre fort discret sur la question de la résistance à l'hégémonisme des superpuissances.

LES TROTSKISTES

LCR et *Lutte ouvrière* présentent une liste commune. Pour eux, l'Europe est marquée par un retard vis-à-vis des USA qui continuent de la dominer largement. Les bourgeoisies ne feront pas l'Europe : *« Les Etats-Unis d'Europe seront socialistes ou ne seront pas »*. Toute cette analyse se développe dans le cadre exclusif des pays occidentaux : URSS, tiers monde, les candidats trotskistes ne connaissent pas !

Les marxistes-léninistes

Nous n'avons aucune confiance dans ce parlement qui va être élu dans le cadre des démocraties bourgeoises d'Europe occidentale, c'est-à-dire dans lesquelles c'est l'argent qui fait la loi électorale.

Nous avons par rapport au Parlement européen la même attitude que par rapport aux parlements nationaux : il s'agit d'instruments de domination de la grande bourgeoisie.

Mais devons-nous pour autant nous désintéresser de ces élections ? Nullement. *Défendre le point de vue de classe*, c'est *utiliser les moyens* offerts par la bourgeoisie, y compris la lutte électorale et parlementaire, pour défendre la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste et contre les menaces de guerre des deux superpuissances. C'est participer à la bataille politique qui se mène à l'occasion de ces élections.

D'ailleurs, si nous en avions eu les moyens financiers, nous aurions présenté une liste avec nos camarades du PCRml.

Sur ce plan, déjà, constatons qu'aucune des listes en présence ne dénonce le caractère bourgeois du Parlement européen, que chacune s'inscrit dans ce cadre, cherchant à obtenir le maximum de sièges. (...)

(...) C'est pourquoi nous appellerons à voter blanc ou nul le 10 juin, tout en participant à la bataille politique sur nos mots d'ordre.

Pour l'unité des *luttes anticapitalistes. Contre la politique de restructuration, d'oppression des masses populaires. Contre la liquidation accélérée de la petite production agricole. Pour l'unité des pays et des peuples européens contre la politique d'hégémonie des deux superpuissances, contre leurs menaces de guerre, notamment de l'URSS. Pour la solidarité des prolétariats et des peuples européens.*

Quelle défense pour l'Europe ?

La constitution de l'Europe a un aspect militaire. L'une des questions débattues est celle de la défense. S'agit-il de la défense de la France contre l'Allemagne, comme le pense Marchais, qui s'est réjoui récemment que la France ait un armement nucléaire pour faire contre-poids à la Bundeswehr ouest-allemande ?

En vérité, chacun sait — même s'il ne le crie par tout haut — que le problème de la défense se pose par rapport au potentiel militaire de l'Union soviétique, par rapport à une menace d'agression soviétique. Les gros bonnets de l'OTAN n'en font pas mystère, et les chiffres sur la puissance militaire des différentes parties concernées sont très éloquents.

Et une fois que l'*« ennemi »* est déterminé, reste à voir quelle défense l'Europe peut se donner.

Jean SCHUBERT

Une fois qu'est reconnue la menace soviétique sur l'Europe, il reste à déterminer quels sont les moyens d'y faire face. Certes, seul le peuple, le prolétariat en armes, comme sous la Commune de Paris, peut assurer une défense jusqu'au bout de l'indépendance nationale du pays tandis que l'attitude lâche de la bourgeoisie, lors de l'agression hitlérienne de 1940, doit nous inciter à la plus grande méfiance et à la plus grande vigilance à son égard.

Mais voilà, le prolétariat n'est au pouvoir dans aucun des pays de l'europe des neuf. Quelle est donc la situation actuelle ?

Sur le plan militaire, l'Europe est divisée. Chaque pays a ses armements propres. Nul doute qu'aucun des pays européens ne peut *seul* faire face à la superpuissance militaire de l'URSS.

Là aussi, c'est *l'union* qui fait la force. Et cette union ne peut être une simple *addition* des forces disparates, mais une véritable *unification*. Un exemple : dans l'Europe des neuf, il y a actuellement 17 modèles différents de chars. Les obus ne sont pas interchangeables pour les différents canons de même calibre. Des calculs ont établi que les armes dont disposent actuellement l'Europe des neuf seraient de 30 à 50 % plus efficaces si elles étaient standardisées.

Mais la standardisation des armements et l'unification militaire ne peuvent se faire sans l'unification politique préalable. Et celle-ci n'en est qu'à ses premiers balbutiements.

Dans cette situation, nombre de dirigeants bourgeois misent entièrement sur la *« protection »* des USA et sur leur parapluie nucléaire, qu'ils préfèrent à une politique autonome de défense. Le chancelier ouest-allemand Schmidt s'exprime souvent dans ce sens. Mais cela équivaut à une politique de renoncement, surtout que la protection américaine n'est pas gratuite : les USA s'occupent de *leurs* intérêts et, s'il est vrai que laisser tomber l'Europe équivaudrait pour eux à une catastrophe, ils marchandent pourtant chèrement leur protection.

En définitive, seuls les Européens unis peuvent assurer leur défense. Et les attaques fréquentes des dirigeants soviétiques contre une défense militaire unifiée sont à l'échelle de l'ampleur de l'enjeu.

Coup d'œil sur le rapport des forces en Europe

Tableau 1

Les dépenses militaires (en million de dollars)

	1975	1977
USA	92,8	113,0
URSS	103,8	127,0
EUROPE DES NEUF	49,9	48,39

Tableau 2

Effectifs militaires globaux

USA	2 130 000
URSS	3 575 000
EUROPE DES NEUF	1 874 000

Tableau 3

Rapport de forces OTAN-Pacte de Varsovie

FORCES TERRESTRES	OTAN	PACTE DE VARSOVIE
Chars	7 000	20 500
Hommes	630 000	945 000
Troupes d'assaut	27 %	71 %
FORCES AERIENNES		
Avions de combat	3 300	5 650
Avions de reconnaissance	425	750
Chasseurs	2 125	1 675
Intercepteurs	600	3 050
Bombardiers	150	175
MISSILES SOL-AIR		
Rampes de lancement	1 000	920
Têtes nucléaires	7 000	3 500

— 1. Le tableau No 3 ne concerne que l'Europe centrale.

— 2. La supériorité militaire soviétique est éclatante dans le domaine des armes classiques. Elle est contrebalancée un peu par la supériorité américaine en ce qui concerne les têtes nucléaires et les armes guidées.



ETATS-UNIS - CEE

Domination ou rivalité ?

Neuf pays composent l'Europe communautaire. Ensemble, ils représentent la deuxième puissance économique mondiale derrière les USA.

Sont-ils tous unis ? Rivalisent-ils entre eux pour diriger l'Europe ? Quels rapports entretiennent-ils avec les USA ?

L'unité européenne se réalise face à des concurrents très sérieux : les USA, l'URSS et sur un autre plan, les légitimes revendications du tiers monde. Cette unité est fragile. Cela est bien naturel dans la mesure où ces pays sont tous des pays capitalistes qui s'unissent sous la pression des événements, parce qu'ils ne peuvent faire autrement.

Rapports de force à l'intérieur de l'Europe

Trois grands pays dominent l'Europe du point de vue économique. Ce sont la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne. Dans une étude publiée par la revue économique *Vision*, il apparait que la Grande-Bretagne place 122,5 entreprises parmi les 500 premières européennes contre 121 à l'Allemagne et 75,5 à la France. La première entreprise européenne est la **Royal-Dutch Shell** (anglo-hollandaise). La seconde est anglaise (B.P.), la 3e anglo-hollandaise (**Unilever**). La première allemande est sixième (**Veba-chimie**), la première française est douzième. Il s'agit de la **CFP** (compagnie française des pétroles). Parmi les vingt premières entreprises, on trouve huit entreprises chimiques et cinq entreprises automobiles. Malgré cette première place, l'économie anglaise parait plus atteinte que celle des capitalistes français et allemands. La crise monétaire est plus grave, l'appareil de production beaucoup plus vétuste, inadapté à la guerre économique actuelle.

La véritable rivalité se joue entre la France et la RFA. La structure industrielle allemande est beaucoup plus avancée qu'en France. Il y a beaucoup plus de grandes entreprises. Le marché intérieur y est plus vaste qu'ici, l'appareil de production plus moderne. Cela tient en partie au fait que l'Allemagne n'a jamais eu un vaste empire colonial pour servir de débouché à ses produits finis. Pour avoir une place au soleil parmi les requins, il a fallu que les capitalistes jouent serré et soient particulièrement agressifs. Ils ont en partie réussi. Pourtant, le retard pris par la France se comble petit à petit.

Les USA resteront encore longtemps les premiers capitalistes du monde. Ils ne peuvent cependant empêcher les pays européens de grignoter leurs positions.

Les monopoles français mettent les bouchées doubles. On le voit dans la sidérurgie, dans le textile, la chimie, la machine-outil.

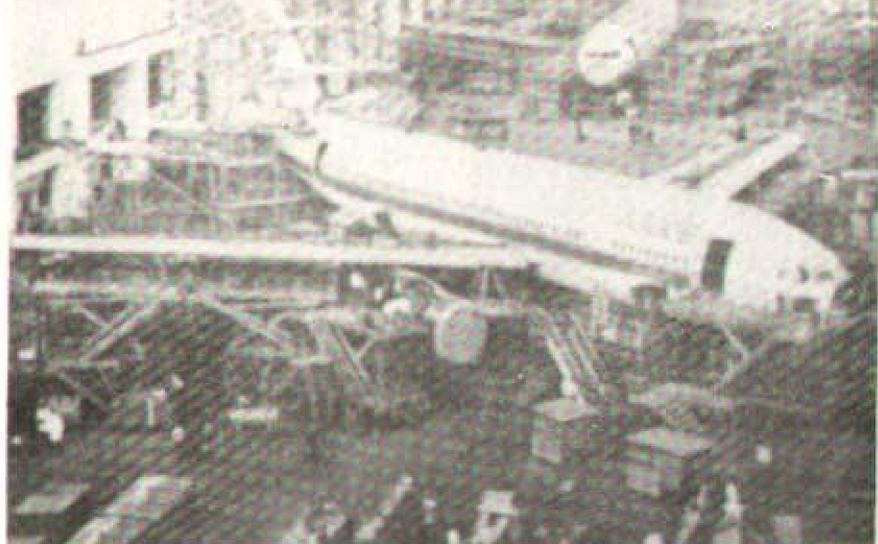
A terme, on se dirige vers un monopole de la sidérurgie en France : **Usinor-Sacilor-Sollac** et leurs filiales communes comme la **Solmer**. En plus, les alliances passées avec **Empain-Schneider**, la **SNAP (Pompey)** feront de la sidérurgie française une des plus modernes d'Europe, une des plus puissantes avec une capacité de production de 31 millions de tonnes et un très gros groupe qui réunira à lui seul près de 22 millions de tonnes ! Le numéro un sera l'**ARBED** (Luxembourg), puis **Thyssen** (RFA).

Dans l'industrie textile, le nouveau géant européen s'appelle **Agache-Willot** après le rachat de **Boussac** par les Dalton-Willot. En 1976, c'était le 5e groupe textile européen. Après le rachat de **Boussac**, il va devenir l'un des trois premiers de l'Europe.

Dans le domaine de la chimie, les Allemands conservent une place privilégiée qu'ils tiennent depuis le début de ce siècle. Toutefois, l'offensive française est très nette ces dernières années (**P.U.K**, etc.)

Dans le domaine de la machine-outil, où les Allemands ont de nombreux atouts, le numéro un européen est **Ernault-Somua**, filiale du groupe **Empain-Schneider**. Un concurrent est entré en lice, il s'appelle **Liné**. **Liné** vient de racheter deux des usines **Ratier-Forest** mises en liquidation et est en pouparlers avec **Ernault-Somua** pour prendre en charge l'usine de Saint-Étienne du groupe Ernault-Somua.

Du point de vue de la productivité du travail, entre le quatrième trimestre de 1977 et la fin de 1978, celle de la France a progressé de 7 %. Les capitalistes français ont donc rattrapé l'Allemagne. Le bilan n'est donc pas si négatif que cela pour les capitalistes français ces dernières années. Néanmoins, l'Allemagne reste le premier pays européen par sa puissance économique. Elle reste le premier exportateur mondial (loin devant les Japonais) et possède les réserves de change les plus élevées du monde (34 milliards), ce qui équivaut à la somme des réserves des États-Unis et du Japon.



Atelier de construction de l'Airbus à Toulouse.

La médiation des Etats anglais, français, allemand a été indispensable à cette entente.

La rivalité américano-européenne

Les USA sont la première puissance économique mondiale. Les reculs enregistrés ces dernières années, aussi bien du point de vue politique, économique que militaire ne doivent pas cacher la réalité : les USA resteront encore longtemps les premiers capitalistes du monde. Mais ils ne peuvent empêcher les pays européens de grignoter leurs positions, pas plus qu'ils ne peuvent empêcher les pays du tiers monde de s'émanciper. Le repli est cependant réel et on ne saurait négliger les potentialités des capitalistes européens. Il y a seulement vingt ans, personne n'aurait pu penser que les Européens pénètrent le marché intérieur US. Aujourd'hui, c'est pourtant une réalité : les Européensoccupent 22% du marché intérieur US de l'automobile ; le deuxième producteur du monde de pneus est français, il s'agit de **Michelin** qui talonne sérieusement le géant **Goodyear** et devance **Firestone**. Dans le domaine des télécommunications, même si **ATT** reste le numéro un mondial, les Européens consolident leur position dans le marché intérieur de l'Europe et remportent des succès non négligeables dans les pays du tiers monde comme c'est le cas avec la **CIT-Alcatel** dans les pays arabes du Moyen-Orient ou de **LMT**.

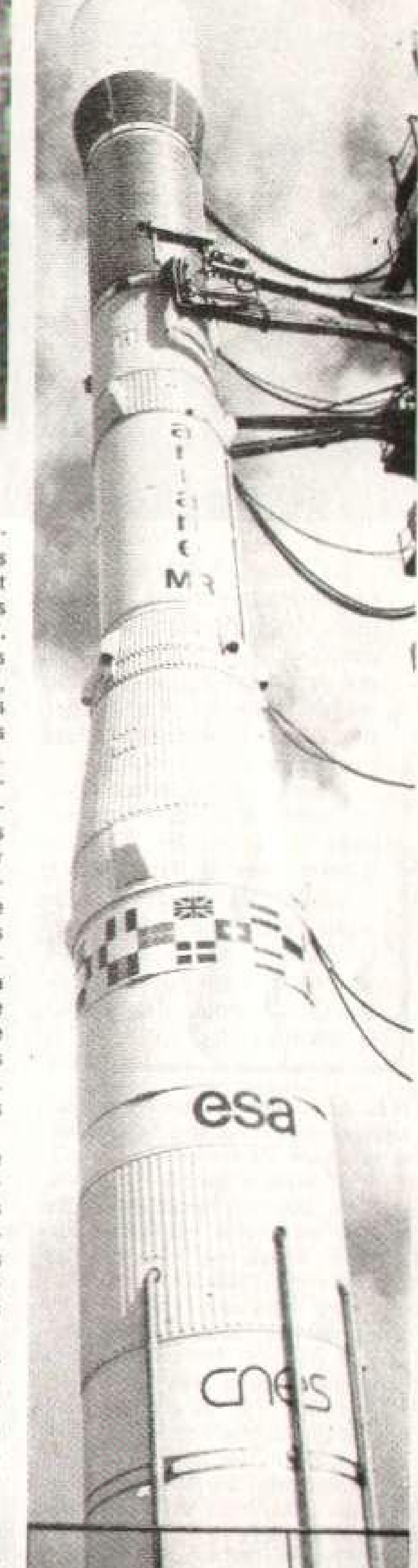
Dans le domaine du nucléaire, les USA ne possèdent plus le monopole, ils ne peuvent empêcher les Allemands de s'installer au Brésil et les Français au Pakistan ou en Afrique du Sud. Dans le domaine militaire, la crédibilité du parapluie nucléaire américain s'effrite peu à peu. Les Français ont été les premiers à organiser leur propre défense nucléaire. D'autres seront amenés à suivre. Et le succès de l'**Airbus** n'est pas pour arranger les affaires des Américains dans le domaine de l'aérospatiale pas plus que la mise au point d'une fusée porteuse européenne pour le lancement de satellites, après les « échecs » répétés des lancements effectués aux USA. Certains, à l'époque, n'avaient pas hésité à parler de sabotage.

La rivalité est donc très vive entre d'une part les USA et les neuf à l'intérieur de la CEE d'autre part. Les Américains voient leurs positions s'effriter, et les Européens, les leurs s'affermir et cela ne manque pas d'aiguiser les appétits des monopoles à l'intérieur de la CEE.

Cela se traduira par des ententes entre groupes, des restructurations encore plus gigantesques avec des milliers de licenciements, la définition d'objectifs communs face à un ennemi commun et une rivalité accrue pour pénétrer le marché du voisin.

Les travailleurs seront davantage confrontés à des patrons toujours plus gros qui draineront leurs capitaux dans tous les pays du monde, ce qui provoquera aussi de ce fait une internationalisation accrue de la lutte de classes.

Yves LEPIC



La fusée Ariane, produit de la coopération de l'aéronautique européenne.

Une rivalité très vive dans l'aéronautique entre la CEE et les USA.

Ce que la restructuration veut dire pour les chantiers navals



La radio, la télévision, la presse nous parlent longuement des problèmes de la sidérurgie. Les licenciements qui frappent les sidérurgistes de tous les pays européens sans discrimination sont énormes.

Mais on parle, peu ou pas du tout, des licenciements dans les chantiers de construction navale. Pourtant là aussi la situation des travailleurs n'est pas brillante. Quelles solutions adoptent les gouvernements capitalistes de l'Europe des neuf ? Pourquoi ?

Près de 10 000 licenciements dans la réparation et la construction navale dans la région de Marseille, des milliers de travailleurs jetés à la rue à la Ciotat, des chantiers navals de la côte atlantique en pleine restructuration (Dubigeon à Nantes, chantiers de l'Atlantique à St-Nazaire), voilà la situation dans notre pays.

Les chantiers navals de Kockums en Suède viennent d'être nationalisés par le gouvernement, mais des milliers d'emplois ont été supprimés néanmoins dans les derniers mois.

En Angleterre, les chantiers navals sont nationalisés aussi et pourtant les mêmes problèmes se posent que dans les autres pays.

De profonds bouleversements

L'économie mondiale a connu des bouleversements considérables ces 30 dernières années. Les transports maritimes se sont développés dans des proportions considérables.

A la fin de la guerre, les pays ouest-européens et les USA avaient un quasi-monopole dans la construction navale. Mais le Japon a fait une irruption formidable dans cette forme de produits finis que sont les bateaux. En 1950, sa part était de 10 %, en 1978 de 50 %. Ses prix défient la concurrence. La part de l'Europe est passée dans le même temps de 80 % à 35 %.

Mais d'autres pays sont intervenus dans cette guerre des transports maritimes. C'est le cas de pays du tiers monde comme la Corée du Sud, le Brésil, la Chine. Outre le fait que ces pays s'équipent eux-mêmes, certains d'entre eux construisent des bateaux au-dessous des prix du Japon.

La hausse des prix du pétrole a été un facteur déterminant dans la révélation des problèmes de la construction navale. Les capitalistes ont produit des milliers de bateaux que de nombreux pays du tiers monde ne peuvent acheter parce qu'ils sont trop pauvres pour les payer.

Un tiers de la flotte pétrolière mondiale est aujourd'hui en cale sèche dans les fjords de Norvège. Il y a une surcapacité de production des chantiers navals, estimée à environ 40 % au niveau mondial.

La mission spéciale chantiers navals

Pour faire face à tous ces problèmes, les neuf ont mis sur pied une mission spéciale chantiers navals.

D'ici à 1980, environ 75 000 postes de travail seront supprimés dans la branche construction navale pour les neuf. Il y a environ 200 000 travailleurs dans ce secteur pour les neuf. C'est un dénommé Vredeling qui dirige cette mission spéciale. Il est commissaire néerlandais, chargé des affaires sociales. C'est un socialiste.

Voilà les mesures qu'il propose : des mesures financières par le biais de la Banque européenne d'investissements (BEI), démantèlement et restructuration de chantiers, accélération des commandes publiques, intervention du Fonds social (européen) en faveur des travailleurs de la branche.

En fait, il s'agit d'un plan Davignon pour la construction navale. Encore une fois, le choix est simple pour les capitalistes, ou bien ils s'entendent, taisent leurs divergences, ou bien ils doivent céder leurs marchés à la concurrence. Comme ce serait un véritable suicide, les capitalistes préféreront s'entendre, même au prix de compromis dont on fera payer la note aux travailleurs, plutôt que de disparaître. Tant pis pour eux, ils devront aussi s'adapter.

Yves LEPIC

St-Nazaire. En quelques années, l'effectif des chantiers est passé de 10 000 à 6 200 travailleurs.



EUROPE - TIERS MONDE

Quand les capitalistes ouest-européens ne peuvent plus se conduire comme avant

L'Europe a été le berceau de l'impérialisme. La France et l'Angleterre comptent parmi les plus grands exploiteurs de tous les temps. Mais, sous le coup de la lutte des peuples et de la rivalité de nouveaux concurrents, ces deux pays ne sont plus à la première place.

Le rapport des forces a considérablement évolué au niveau international. Les pays du tiers monde sont devenus une force considérable du point de vue politique et économique. Quels rapports les vieux pays capitalistes entretiennent-ils avec ceux du tiers monde ? Pourquoi cette évolution ?

La semaine dernière, c'est tenue à Manille la Conférence des Nations Unies pour le commerce et la développement (CNUCED). Cette semaine, se tient une conférence pour renouveler l'accord de Lomé, accord contracté entre la Communauté économique européenne et quarante-six anciennes colonies des pays européens.

Ces deux conférences sont extrêmement importantes. Les pays riches ont tout fait à Manille pour ne pas tenir compte des revendications des pays du tiers monde, notamment sur le problème des exportations des pays du tiers monde vers les pays riches et les prêts.

La République fédérale allemande se défile en accusant les pays de l'Est d'être à l'origine des difficultés des pays du tiers monde. Il est vrai que l'aide financière de l'URSS et de ses satellites est très faible et pas dénuées d'arrière-pensées politiques.

Les Japonais se refusent à financer tout projet de développement et les USA refusaient, jusqu'au 14 mai, de s'associer au financement d'un « deuxième guichet » du Fonds commun de stabilisation des matières premières.

Seuls quelques petits pays comme la Suède continuent à augmenter leur quote-part au Fonds commun.

La dette des pays du tiers monde s'aggrave chaque année à cause de la politique néo-coloniale des pays capitalistes qui font tout pour tirer le maximum de profits des pays du tiers monde.

L'année 1973 a été un révélateur pour beaucoup. Les pays capitalistes ont dû composer avec les pays du tiers monde, ceux de l'OPEP en particulier, pour la fourniture de matières premières. C'était la première fois que les pays capitalistes devaient payer à un plus juste prix le pétrole.

Encouragés par ce succès, d'autres pays du tiers monde, producteurs de cacao, de cuivre, de nickel, etc., se sont groupés pour définir une politique commune en matière de prix de vente, de quotas de vente, d'exploitation de ces matières premières pour les pays capitalistes.

Toutefois, les pays capitalistes ont plus d'un tour dans leur vilain sac. C'est ainsi qu'ils abandonnent volontiers le secteur du textile aux pays du tiers monde (en y investissant des capitaux tout de même). Par contre, ils conservent et investissent dans des places privilégiées en matière de produits finis (matériel agricole, centrales nucléaires au Brésil pour la RFA, ou au Pakistan pour la France). Il en est de même pour certaines productions d'acier comme les produits plats.

Au colonialisme pur et dur, ils ont substitué un néo-colonialisme moderne, jouant sur les besoins des pays du tiers monde qui constituent un vaste marché. Les pays capitalistes peuvent ainsi monnayer leur prétendue aide. Chaque mesure prise par les pays du tiers monde pour leur indépendance économique est toutefois un pavé dans la mare des pays européens.

La dépendance de l'Europe en matière d'énergie

Importations	1975 en %	1985 en %
Gde-Bretagne	51	0
Pays-Bas	6	35
Norvège	42,5	43
Espagne	69,4	54
Allemagne	53	56
France	79	63
Italie	82,8	69,5
Irlande	82,3	76,6
Belgique	89,1	78,2
Suisse	79,9	81,8
Luxembourg	99,6	83,5
Suède	95,8	94,6
Danemark	99,6	98,8

De ce tableau, il ressort nettement que les pays capitalistes de l'Europe, de la CEE ou pas, sont très dépendants.

Pour garder une place au soleil face à leurs concurrents toujours plus nombreux, ils doivent réduire leur dépendance. Des pays, telle la Grande-Bretagne, y parviendront grâce aux gisements de pétrole de la mer du Nord ou de leur politique nucléaire.

Pour les autres, comme c'est le cas pour la France, bien qu'ils se lancent dans le nucléaire d'une manière très offensive, la dépendance énergétique les poussera certainement à jouer leur propre carte contre leurs partenaires, comme c'est le cas pour le pétrole aujourd'hui (voir le voyage de Giscard au Mexique ou les ronds de jambe en Irak, en URSS ou en Iran).

La guerre de l'énergie n'est pas près de s'arrêter.

Certains sont amenés par la force des choses à clarifier leur politique. Des pays comme le Danemark ou la Suède (qui n'appartient pas encore à la CEE) sont très dépendants pour leur énergie — plus de 90 % de leurs matières premières sont importées. Aussi, périodiquement, ils épongent les dettes des pays les plus pauvres. Ce qui leur permet aussi de bénéficier d'avantages au niveau de marchés avec ces pays très pauvres.

La politique des pays européens est donc non dénuée de convoitises et de tentatives d'intimidation, mais, pour l'instant, on n'est plus à l'époque de la canonnière, ce qui n'empêche pas certains pays, comme la France, de soutenir des régimes particulièrement corrompus en Afrique.

Y. LEPIC

DOSSIER

EUROPE

La CFDT et la CES

La Confédération européenne des syndicats est née du regroupement, en 1973, des organisations syndicales européennes, affiliées internationalement à la CISL – Confédération internationale des syndicats libres. En 1974, les autres organisations européennes, membres de la CMT – Confédération mondiale du travail – y adhéraient. Parmi elles, la CFDT.

Forte de 39 millions d'adhérents appartenant à 31 organisations, la CES subit, de fait, l'influence des deux plus grosses organisations : les TUC britanniques (10 millions) et le DGB allemand (6,8 millions) dont le président, Heinz Oskar Vetter , est aussi le sien depuis 1974.

Son cadre dépasse donc largement celui de l'Europe des neuf. Elle est dirigée par un conseil exécutif qui comprend des représentants de toutes les organisations affiliées.

Dès son 36e congrès, en 1970, la CFDT estimait que la construction européenne était un *« fait irréversible »* (Rapport Stratégie). Elle constitue, par conséquent, *« un terrain stratégique pour le développement des luttes »*. En mars 1977, le bureau national déclare que :

« L'équilibre du monde a besoin en Europe de l'existence **d'une entité politique indépendante des grandes puissances.** *L'effort national est incapable, à lui seul, de créer les conditions d'une évolution de rapport des forces au sein de l'Alliance atlantique que comme dans le monde. Seule une entité européenne fondée sur une volonté de cooopération et de solidarité, capable de s'affirmer de manière autonome face aux grandes puissances et aux grandes firmes transnationales, peut aider à établir un climat de paix et de sécurité dans le monde. En cela, notre option en faveur d'une telle Europe rejoint la tradition syndicale de lutte pour une solidarité internationale authentique et la paix ».*

De plus, la situation des travailleurs des différents pays européens a des caractéristiques communes : elle est marquée par le chômage et, en premier lieu celui des femmes, des travailleurs immigrés et des jeunes ; par l'inflation. Les restructurations industrielles sévissent partout entraînant des licenciements massifs et la dévitalisation de régions entières. Les conditions de travail et de logement se dégradent : augmentation des cadences, allongement des temps de transport, loyer de plus en plus cher pour un habitat précaire.

L'action syndicale doit donc s'élever au niveau européen : tel est, pour la CFDT, l'enjeu de sa participation active à la CES. Le renforcement de cette dernière est une étape indispensable dans la restructuration du syndicalisme international.

Cette volonté d'édifier face à l'Europe des monopoles et des bourgeoisies l'instrument d'une Europe des travailleurs peut paraître positive, à condition de ne pas la dissocier de la lutte de lignes. Or, que met en avant la direction confédérale CFDT pour son action dans la CES ?

– *« L'extension des droits et libertés syndicales ;*
– *Le contrôle réel des travailleurs à tous les niveaux de la vie économique et sociale européenne ;*
– *Une meilleure représentation des travailleurs et un rôle accru des institutions européennes ;*
– *Une représentation des travailleurs dans les organismes financiers de la CEE » (Notes et Documents du BRAEC (*) No 7).*

Qu'y trouve-t-elle comme alliés ? Les syndicats anglais, italiens, allemand qui se sont tous inscrits dans une politique plus ou moins explicite d'acceptation des plans d'austérité et de restructuration et mettent en avant la nécessité de la négociation avec le patronat et les gouvernements.

Le rapprochement CFDT-FO

Ainsi, le président (déjà cité) du DGB a-t-il pu se féliciter à Brest du rapprochement entre la CFDT et FO...

La demande d'adhésion de la CGT à la CES

A plusieurs reprises dans des déclarations récentes , la CGT et le PCF ont dénoncé le fait que la CES refusait son adhésion. La plupart du temps, la CGT, et plus encore, le PCF, ont émis des doutes quant à la volonté réelle de la CFDT de voir la CGT adhérer à la CES.

En fait, la CFDT a donné son accord pour un nouvel élargissement de la CES à la CGT de France, aux Commissions ouvrières d'Espagne et à la CGT du Portugal. Dans ce sens, récemment, la CGT a pris contact avec la CFDT. Au terme de la discussion, la CGT a admis une décision arrachée au congrès de la CES (qui se tient actuellement à Munich) ; cette décision risquait d'être négative et de remettre en cause pour longtemps toute possibilité d'adhésion. En conséquence, la CGT comme la CFDT considérait qu'il valait mieux tenter d'obtenir du congrès un mandat précis donné au Comité exécutif de la CES pour régler ce problème aussitôt après. Mais qu'y a-t-il derrière cette polémique ?

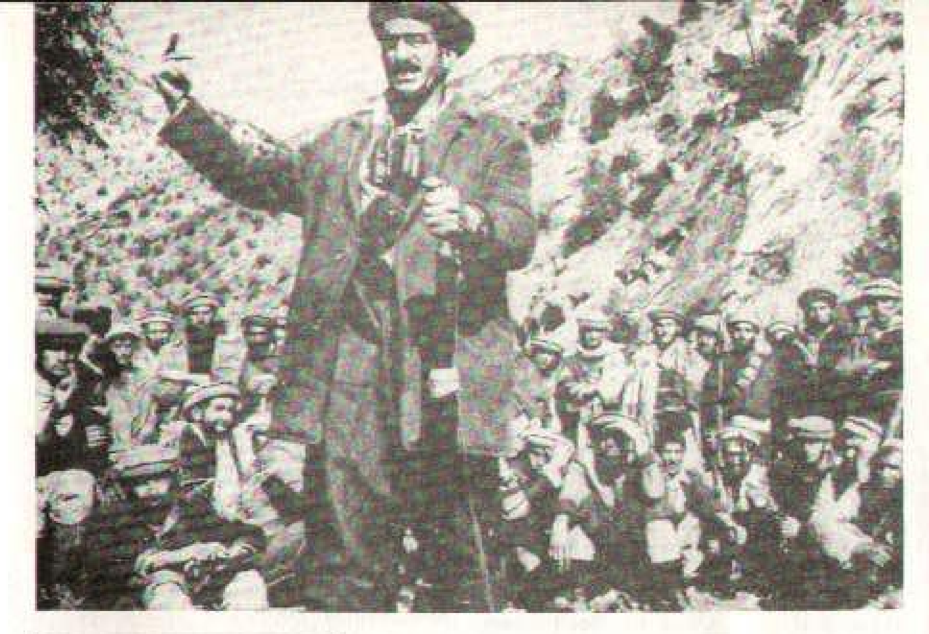
Lorsque la CGT a demandé son adhésion à la CES, c'était encore la belle époque de l'eurocommunisme ; il n'était pas absurde de penser que l'entrée de la CGT à la CES s'accompagnerait d'un éloignement, voire d'une rupture avec la FSM. S'il n'en est plus ainsi maintenant, cette demande d'entrée perd toute signification. Il faut suivre les débats du congrès de la CES pour voir si cette rupture ou cet éloignement de la FSM est quelque chose de réaliste actuellement.

et déclarer que si *« la cogestion et l'autogestion sont basées sur des politiques syndicales différentes »*, *« les différences deviennent négligeables » (Le Monde* du 12 mai).

Or, la grande masse des travailleurs ne jugera la nécessité d'une structure syndicale européenne que dans la mesure où celle-ci montrera son efficacité dans les luttes contre les licenciements, l'existence des « hors statut », la répression antisyndicale.

Au moment où nous écrivons ces lignes s'ouvre à Munich le 3e congrès de la CES. Le bureau national de la CFDT dit accorder une importance particulière au point de l'ordre du jour traitant des moyens d'action. Ce qui sortira des débats comme propositions concrètes constituera un test.

Joël FABIEN





International

AFGHANISTAN

Les Russes s'enlisent

Le peuple afghan est l'un des plus jaloux de son indépendance. Déjà au siècle dernier, les impérialistes britanniques ont pu s'en apercevoir à leurs dépens. En 1919, le peuple afghan se souleva contre l'Angleterre qui dut reconnaître son indépendance dès 1921 par le traité de Kaboul.

L'URSS de Brejnev est en train de refaire la même amère expérience. Quelques mois après la totale mainmise de Moscou sur l'Afghanistan la révolte s'est allumée et s'étend depuis comme une traînée de poudre. Aujourd'hui, après un an de régime prosoviétique, plus de la moitié des provinces sont touchées par la rébellion.

Très nationaliste, le peuple afghan est aussi l'un des plus religieux du monde islamique. La laïcisation forcée que lui impose le gouvernement Taraki lui est insupportable. Ce n'est donc pas un hasard si la révolte s'est développée sur des bases religieuses.

Tout comme en Iran, face à l'impérialisme américain et au shah à sa solde, en l'absence d'une force politique capable de mener la lutte engagée spontanément par les masses contre Brejnev et son valet Taraki, l'Islam joue en Afghanistan un rôle déterminant à la fois de guide et de ciment de l'ensemble du peuple imprégné de culture musulmane.

Non content d'imposer la tutelle étrangère et la laïcisation à ce peuple jaloux de son indépendance et profondément religieux, Taraki voudrait encore le soumettre à la « pachtounisation » (Voir encadré). Cela met d'ailleurs le comble à sa fureur, car au lieu de dresser les autres ethnies contre les Pachtouns, ce sont les Pachtouns eux-mêmes qui rejoignent en masse les rangs des opposants au régime.

On peut s'étonner d'une telle politique à première vue bien maladroite, mais regardons une carte : entre l'Afghanistan et l'océan Indien se trouve le Pakistan. Dans le passé, le Pachtounistan pakistanais fut une pomme de discorde entre les deux pays. Tous les observateurs s'accordent pour considérer cette *« pachtounisation »* forcée comme téléguidée par Moscou qui, sans nul doute, vise, par ce biais, à relancer cette querelle.

L'URSS est liée à l'Afghanistan par un traité d'amitié semblable à celui qui lui sert à justifier son intervention en Erythrée aux côtés de l'Ethiopie. Qu'un conflit éclate entre l'Afghanistan et le Pakistan, et Brejnev disposera alors du prétexte rêvé pour envahir le Pakistan et s'ouvrir ainsi un débouché sur l'océan Indien.

Henri BERTHAULT

5000 conseillers soviétiques !

En 1973, avec l'appui soviétique, l'ancien premier ministre d'Afghanistan, le général Daoud, cousin du roi, renverse la monarchie et prend le pouvoir. Rapidement, le prince-général-président manifeste des tendances au non-alignement, ce qui ne fait pas l'affaire de Moscou.

Le 27 avril 1978, nouveau coup d'Etat organisé par quelques officiers à la botte des Russes, Daoud, ainsi que toute sa famille sont assassinés. L'armée s'efface et remet le pouvoir à deux petits partis communistes sans influence réelle dans le pays : le Parcham et le Khalq.

Trois mois plus tard, Taraki, le chef du Khalq élimine les dirigeants du Parcham et s'impose comme le leader d'un régime complètement inféodé à Moscou. Il y a actuellement plus de 4 000 conseillers civils soviétiques répartis dans les principaux ministères où ils règnent en maître.

Les conseillers militaires, quant à eux, sont un millier pour une armée de cent mille hommes dont tous les officiers ont été formés en URSS. A cette armée, il faut ajouter quelques unités purement soviétiques dont on signale la présence de plus en plus souvent dans le nord et dans l'est du pays, ainsi que quelques bases aériennes entièrement aux mains des Soviétiques.

Un seul peuple, plusieurs ethnies

– Les Pachtouns, dont la langue est le pachtoun, sont les plus nombreux avec environ 45 % de la population.
– Les Tadjiks, qui parlent le dari qui n'est autre que le persan constituent le second groupe avec 35 % de la population.
– Viennent ensuite les Hazaras, les seuls musulmans chiites, qui ne représentent que 10 % de cette population à 90 % sunnite.
– Enfin, au Nord, on trouve des minorités Ousbeks et Turkmènes.

Si les Pachtouns ont toujours dominé, ils l'ont fait avec libéralisme. Par exemple, on parlait surtout le dari, langue de culture plus internationale que le pachtoun. Ce n'est que récemment que le pachtoun est devenu langue officielle et obligatoire. Cela n'empêche d'ailleurs pas les Pachtouns d'être les plus farouches adversaires du régime.

En bref...

DU MONDE ENTIER

TCHECOSLOVAQUIE

Sabata en prison jusqu'en 1981

Jaroslav Sabata, un communiste resté fidèle à la cause de l'indépendance de son pays, fidèle à son refus d'une *« politique imposée par les baïonnettes soviétiques et autres »*.

Pour cela, il a déjà passé cinq ans en prison, de 1971 à 1976.

Pour cela, il a été à nouveau condamné — sous prétexte de *« violence à agent »* — à 9 mois de prison le 12 janvier dernier. Et pour cela, les autorités ont décidé le 10 mai de le maintenir en prison jusqu'en janvier 1981.

Ancien membre du comité central du parti, porte-parole de la Charte 77, il reste inflexible et a répété qu'il n'abandonnerait pas ses convictions.

Son avocat, Me Joseph Danisz, a lui aussi été condamné et rayé du barreau. Son crime : avoir défendu ses clients.

IRLANDE

Lutte au camp de Long Kesh

Véritable camp de concentration, où malgré les humiliations perpétuelles, les tortures et les interrogations, 398 prévenus se battent pour exiger le statut de prisonniers politiques. Ils refusent le port de l'uniforme de droit commun. Elles et ils ne sont vêtus depuis deux ans et demi que d'une simple couverture. Depuis maintenant dix mois, elles et ils ont entamé une grève de l'hygiène et sont largement soutenus par le peuple irlandais en lutte contre l'impérialisme britannique. Le soutien doit atteindre une dimension internationale.

Provocations vietnamiennes à la frontière chinoise

Malgré l'ouverture de négociations à Hanoï, ayant pour objet de régler de façon pacifique le conflit entre la Chine et le Vietnam, les provocations armées du Vietnam se poursuivent à la frontière chinoise.

Le 4 mai, une équipe de militaires vietnamiens a fait un raid de reconnaissance dans le village de Niange (Guangxi) et ont tiré sur des bergers chinois. Le lendemain, un autre commando tentait une attaque-surprise d'un poste-frontière, Aidian, dans la même province. Deux jours plus tard, six obus de mortier 82 étaient tirés sur Zheyin (Yunnan).

Le 7 mai, les paysans de la brigade de Malibao étaient attaqués à coups de fusil. Ce même jour, le poste-frontière de Tianpeng essuyait aussi une attaque et des coups de canon étaient tirés sur Dudundao.

Il est bien difficile après cela de croire à la volonté de paix affichée par les dirigeants de Hanoï et la situation demeure très préoccupante à la frontière sino-vietnamienne. La Chine, quant à elle, a multiplié les gestes de bonne volonté en libérant ces jours-ci un premier contingent de prisonniers vietnamiens.

Les non-alignés condamnent l'agression israélienne au Liban

Le Bureau de coordination des pays non-alignés a condamné la récente agression israélienne contre le Liban.

Un communiqué publié indique que le Bureau a noté avec intérêt que, récemment, Israël avait intensifié ses attaques armées contre le Liban et les camps de réfugiés palestiniens au Liban ; ces attaques ont causé aussi d'énormes pertes en vies humaines et en biens.

Par ailleurs, le communiqué demande au Conseil de sécurité de prendre, en se conformant à la Charte des Nations Unies, toute mesure efficace pour mettre un terme à l'invasion israélienne et rétablir l'autorité du Liban sur son territoire et sa souveraineté.

NOTE DE LECTURE

«Chinois si vous saviez»

« Le socialisme chinois est l'enfant prématuré d'une société semi-féodale et semi-coloniale qui porte les traces idéologiques de plus de 2 000 ans de domination féodale (...). La tare de la dictature féodale pèse lourdement sur la conscience des masses et des membres ordinaires du parti communiste. Elle a rendu possible l'apothéose temporaire du système Lin Biao (...). N'a-t-elle pas permis à Lin Biao de proclamer "la victoire totale" et d'étouffer ainsi la démocratie des masses dès que ses sbires avaient le dessus quelque part ».

Si vous voulez comprendre mieux comment Lin Biao et la bande des Quatre ont pu exercer leur dictature contre les masses, pourquoi *« il faut s'atteler à l'amélioration du socialisme qui n'est pas si beau et si parfait »*, comment, dans ces conditions, l'enjeu du débat actuel en Chine sur la démocratie est décisif pour l'expérience du socialisme, alors vous vous passionnerez pour le dazibao de Li Yizhe, traduit du chinois aux Éditions Bourgeois (18 F) et intitulé *« Chinois, si vous saviez... »*. Écrit en 1974, ce dazibao a valu à ses trois auteurs d'être emprisonnés avant d'être réhabilités au mois de janvier dernier.





Avec ceux du collectif chômeurs CFDT de St-Nazaire

St Nazaire. Les chantiers navals. Un nom qui chante aux travailleurs de notre pays. les luttes de 58 - 68. En quelques années, l'effectif est passé de 10 000 travailleurs à 6 200. 2 collectifs - chomeurs CFDT- et CGT sont en place depuis quelques mois pour construire l'unité des chômeurs et des actifs. Un chemin tortueux, une lutte difficile.

— Peux-tu nous présenter le collectif chômeurs CFDT ?

Il existe depuis plus de deux ans avec des hauts et des bas. Il y a un renouvellement car certains finissent par trouver du travail. Il est composé en majorité de jeunes. Depuis septembre 1978, une dizaine de militants s'y retrouvent régulièrement.

— Quelles sont vos revendications actuelles ?

« Droit au travail pour tous et pas n'importe lequel » ; voilà ce qui nous paraît primordial. Nous avons aussi des revendications spécifiques : la gratuité des transports pour la région de Saint-Nazaire (nous l'avons obtenue pour la ville même). Nous avons déjà pu obtenir la gratuité de la bibliothèque municipale et à la piscine. Actuellement, nous revendiquons une réduction du prix des repas dans les foyers, du prix des places de cinéma, car le droit aux loisirs doit exister pour les chômeurs.

Nous nous battons aussi pour une garantie des ressources pour les chômeurs comme pour d'autres catégories de la population : handicapés, etc., garantie qui devrait être égale au SMIC. Actuellement, 42 % des chômeurs ne touchent rien.

— Comment vous faites-vous connaître des chômeurs ?

Nous distribuons régulièrement des tracts les jours de pointage à l'ANPE. Nous avons un journal, *La Voix des chômeurs*. Nous tenons une permanence à l'UL tous les mardis après-midi. Des chômeurs viennent nous voir pour s'informer de leurs droits et pour s'organiser.

Nos tracts sont affichés aussi sur les panneaux syndicaux dans les entreprises, à la SNIAS, aux Chantiers...

— Quelle difficulté rencontrez-vous pour rendre sensible votre action à un grand nombre de chômeurs ?

La difficulté, c'est que la nécessité de s'organiser n'est pas évidente. Les chômeurs ne voient pas très bien comment, en s'organisant, ils pourront trouver du travail. La mobilisation s'est faite principalement sur le problème de l'emploi. En janvier, avec la CGT, on a fait intersyndicalement une assemblée de chômeurs : nous étions environ une centaine. L'essentiel de ce qui en est ressorti, c'est la nécessité de se bagarrer avec les travailleurs qui ont un emploi et en particulier dans les boites où il y a des possibilités d'embauche, à la SNIAS, à Eaton, dans le secteur public.

— Et quelles sont les difficultés de mobilisation ?

Il y a la peur d'être récupéré. Aller manifester devant une boite, c'est difficile car le gars a peur de ne plus pouvoir se faire embaucher.

Le chômeur a peur d'être montré du doigt. Il y a encore toute une catégorie de gens qui pensent que s'il y a des chômeurs, c'est qu'ils le veulent bien. Ces gens-là veulent rester ignorants de la situation économique.

Depuis la rentrée, les tracts que nous distribuons à l'ANPE sont de mieux en mieux accueillis. C'est dû à notre présence régulière. Un samedi matin, le collectif CFDT, en liaison avec la section CFDT de la SNIAS, a distribué des tracts à des ouvriers de la SNIAS qui faisaient des heures supplémentaires. Il y a eu un écho assez favorable.

Pour nous, la journée du 8 février (journée départementale d'action) a été une étape importante. Nous étions quatre-vingts devant l'ANPE à l'appel des collectifs chômeurs CFDT et CGT. Ce jour-là, les chômeurs se sont fait voir en tant que chômeurs. On a crié nos slogans dans la manifestation : *« Moins de travail pour tous, du travail pour chacun ! Du travail mais pas n'importe lequel ! »* Cela a permis pour la première fois à Saint-Nazaire de montrer aux travailleurs que des chômeurs manifestaient en tant que

➔

tels. Devant l'ANPE, des lycéens nous avaient rejoints, car ils se sentent concernés par la lutte pour l'emploi.

Le 28 mars, en liaison avec les syndicats CGT et CFDT de l'entreprise, nous avons manifesté devant la SNIAS. Pour nous, l'action commune des travailleurs et des chômeurs doit permettre, notamment à la SNIAS, de véritables embauches. C'est nous, les travailleurs de la boite et les chômeurs qui pouvons faire ensemble que des embauches soient possibles. A la SNIAS, on sait que les 35 heures pourraient débloquer 500 emplois. Actuellement, la SNIAS a des capacités d'embauche importantes.

– Est-ce que votre action à la SNIAS a eu des suites ? A-t-elle pu peser sur des embauches effectives ?

Actuellement, la SNIAS n'embauche que des jeunes de 18 à 15 ans dans le cadre des contrats emploi-formation.

L'action menée à la porte de la boite, il faut qu'elle soit continuée par les organisations syndicales dans l'entreprise. Parce que si ce n'est pas continué, les patrons attendent que la manifestation se passe, et puis une heure après la manifestation, ils se disent : « *Ça y est, maintenant on est tranquilles* ». Mais si par la suite il y a un harcèlement des organisations syndicales sur la direction, ils finiront par embaucher. Il faut créer un rapport de force extérieur, mais aussi à l'intérieur.

Le lendemain, on a fait une démarche à la sous-préfecture. Le sous-préfet nous a déclaré qu'il ne pouvait rien faire vis-à-vis des décisions que prenait la direction de la SNIAS.

Peu de chômeurs sont venus le 28 mars devant la SNIAS à cause du repérage. Des travailleurs de la boite nous ont d'ailleurs confirmé que des gardiens de l'entreprise qu'ils connaissent avaient relevé les numéros des voitures qui stationnaient devant l'usine.

Des chômeurs ont pu être mobilisés autour de la revendication de places de cinéma gratuites. Des démarches ont été faites auprès de la municipalité et d'un cinéma quatre salles. Un accord avec la municipalité prévoit 18 places gratuites pour les personnes nécessiteuses mais nous, nous réclamons la gratuité ou au moins une réduction pour tous les chômeurs.

– Quels problèmes pose l'existence de deux collectifs chômeurs, un CFDT et un CGT ? Des jeunes m'ont expliqué qu'ils préféreraient un comité « sans étiquette » ?

Ça ne pose pas de problème. Il est normal que les chômeurs soient organisés dans leur organisation syndicale parce qu'individuellement ou même en petit comité, sans relation avec l'organisation syndicale, ils seront laminés par le pouvoir et ils ne seront pas pris en considération. Il n'y a qu'un rapport de force développé par les organisations existantes qui permettra d'exiger du travail pour tous. Autrement, on peut gueuler ça dans les rues tant qu'on voudra sans que ça change, s'il n'y a pas de rapport de force. Or, le rapport de force actuellement, il est à travers les organisations. De toutes façons, le pouvoir est prêt à s'accommoder de comités non rattachés à des organisations parce qu'ils ne représentent pas grand' chose et puis ce sera un feu de paille. Leur existence est souvent éphémère et localisée.

– Un certain nombre de jeunes chômeurs rejoignent d'ailleurs la CFDT ?

Le droit au travail pour tous, c'est un problème de l'ensemble de la classe ouvrière et pas d'une catégorie. Ça fait partie de la lutte de la classe ouvrière qui subit la crise du capitalisme, nationale et internationale. C'est donc bien à ce niveau-là que doit s'organiser la lutte d'ensemble. Il n'y a pas que les Français qui soient touchés par le chômage. Il y a les Américains, les Allemands, les Japonais... tout le monde.

– Quels sont les liens du collectif avec les sections d'entreprise ?

Nous sommes en liaison avec la section de l'ANPE qui fournit des informations sur la situation de l'emploi dans la région. Nous avons aussi des rapports avec la section de la SNIAS.

– Avez-vous des contacts avec des collectifs chômeurs d'autres villes ?

Nous avons eu une rencontre récemment avec le collectif de Nantes. Nous étions vingt en tout. Nous avons discuté de nos revendications réciproques : nous avons obtenu des choses qu'ils n'ont pas encore réussi à avoir. Nous avons envisagé une coordination de l'action vis-à-vis de la SNIAS. Par exemple une action le même jour devant les usines de Saint-Nazaire et de Bouguenais (Nantes) pour réclamer des embauches.

– Récemment s'est tenu un conseil de l'UL sur les problèmes du chômage. Quelles décisions ont été prises ?

Le but était de donner aux membres du conseil une meilleure connaissance du travail qui s'était fait dans le collectif et aussi de ce qui avait été fait le 8 février et de prévoir ce qui se ferait le 26 avril.

Il s'agissait aussi de voir quel support donner à l'action faite à la SNIAS qui est pratiquement la seule entreprise en capacité d'embaucher aujourd'hui.

Premièrement, on souhaite que le collectif chômeurs puisse s'exprimer en tant que tel dans les manifestations. L'objectif de la CFDT, c'est que les chômeurs en tant que tels, qui représentent une force potentielle, puissent s'exprimer, agir, pour exiger des emplois pour tous. En mettant, par exemple, l'accent sur la revendication des 35 heures, qui serait susceptible de susciter des embauches dans les boites.

Deuxièmement, il faut que dans les boites concernées, les syndicats et sections mènent une action concertée avec le collectif chômeurs pour voir ce qu'on peut continuer de faire dans les boites. Parce que si les collectifs chômeurs se contentent d'agir en dehors de l'entreprise, et qu'il n'y a pas de rapport de force à l'intérieur de l'usine, eh bien, il n'y aura pas de solution. Mais s'il y a une continuité de l'action à l'intérieur de la boite, il peut y avoir une solution.

Propos recueillis par le Correspondant Saint-Nazaire

30e anniversaire du MRAP

Une fête contre le racisme

Et pour l'amitié entre les peuples

Samedi 19 et dimanche 20, week-end sans soleil à Paris. Nuages noirs, lourds de menaces, dans le ciel et sur la terre. Mais à l'hippodrome de la porte de Pantin, la fête du MRAP, c'était un peu de ce soleil qui manque encore beaucoup et partout au cœur des hommes : la fête pour l'amitié entre les peuples et contre le racisme.

On était là plusieurs milliers, venus d'horizons fort différents, réunis par cette aspiration commune d'un monde libéré de tous les racismes.

Musiques non-stop sous le grand chapiteau avec des sons de toutes les couleurs. Et sous le petit, on se prenait à espérer en voyant côte-à-côte, parmi les nombreux stands, ceux de l'Association médicale franco-palestinienne et ceux d'organisations luttant contre l'antisémitisme.

Et puis, autour, tout le petit monde des festivals, les vendeurs de merguez, les vendeurs de journaux, la boutique aux badges qui, pour la circonstance, avait sorti ses petits ronds de métal contre l'apartheid et le racisme.

Ambiance encore trop militante peut-être cependant, au niveau du public. Mais c'est que le chemin reste à faire pour qu'un jour une fête de l'amitié entre les peuples rassemble non pas quelques milliers de militants antiracistes, mais plusieurs dizaines de milliers d'hommes et de femmes et de familles. Le MRAP travaille dans ce sens depuis 30 ans et connaît aujourd'hui comme une nouvelle jeunesse. Tant mieux ! Que les énergies se rassemblent, que la force monte contre la bête raciste... et qu'elle en crève !

Pierre VALSA



C'est au MRAP que l'on doit d'avoir lancé une campagne active de grande ampleur contre les « contrôles au faciès » dans le métro parisien. Qui n'a pas vu ces macarons frappés d'une étoile verte, collés dans les couloirs ou sur les sacs de voyageurs ?

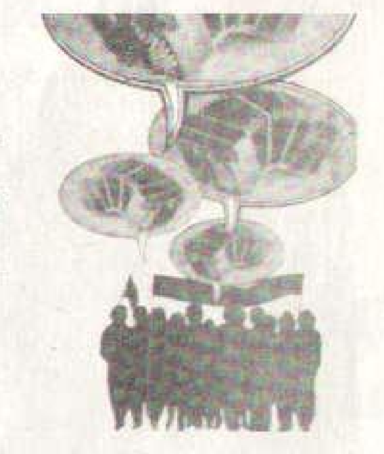
Nous soutenons cette campagne qui doit s'amplifier pour aboutir. On peut se procurer les autocollants en écrivant 120, Rue Saint-Denis, 75002 - Paris. Des badges en métal sont en préparation. Nul doute que les antiracistes auront à cœur de les porter fièrement sur leurs blousons, car ces badges diront à nos frères immigrés : « *Oui, nous sommes là, à vos côtés* », et au pouvoir : « *Attention, il faudra compter aussi avec nous...* »

Intervention de Me George Pau-Langevin, vice-présidente du *MRAP*

« Il me semble qu'aujourd'hui il est encore d'actualité et plus que jamais d'actualité de lutter contre le racisme. Je ne pense pas qu'on puisse penser que, aujourd'hui, la lutte contre le racisme soit une chose démodée. Je crois qu'il est important, que tous ceux qui sont d'acccord avec nous sur le principe viennent nous rejoindre et viennent avec nous dire qu'il y a un certain nombre de choses qui ne sont pas tolérables et que la majeure partie de l'opinion publique de ce pays ne laissera pas passer. Nous avons été extrêmement contents quand nous avons fait un certain nombre de dénonciations de voir que nous avions avec nous une grande partie de l'opinion et une grande partie de la jeunesse. Et je suis absolument sûre que ceci va continuer.

Par exemple, quand nous avons lutté contre la situation dans le métro, sur le moment, nous avons rencontré un accueil extrêmement chaleureux de la part des jeunes. Car ce n'est pas possible ; on ne peut pas admettre qu'une partie de la population, uniquement parce qu'ils ont le teint basané soit soumise à des contrôles qui sont humiliants. Et je crois que ça c'est important, car nous voyons bien que ce genre d'action est une action qui porte et une action qui est comprise. (...)

(...) Sur le plan international, ce n'est pas que nous avons des leçons à donner à qui que ce soit, seulement nous pensons aussi que nous avons à dénoncer ce qui se passe dans un certain nombre de pays. Car il y a une grande quantité de minorités opprimées de par le monde, et il est important qu'un mouvement comme le MRAP se fasse la voix des mouvements qui n'ont pas de voix ». (...)





SPORTS

1500 participantes au cross de F. Magazine

Samedi 12 mai, dans la forêt de Saint-Germain-en-Laye, 1 400 femmes (de 16 à 69 ans) ont participé, sous un gai soleil, au 1er Cross organisé par le magazine féminin *F Magazine*.

Chacune dans sa catégorie (16 à 19 ans — 19 à 29 ans — 29 à 35 ans — 35 à 39 ans — 39 à 50 ans — et enfin les femmes de plus de 50 ans), a pu ainsi retrouver ou découvrir le plaisir de courir en même temps que l'occasion de se prouver à elle-même qu'avec un peu de volonté et d'entraînement toute femme est capable de courir 3 km, quel que soit son âge. C'est ainsi qu'une jeune femme de 69 ans a franchi la ligne d'arrivée en sautillant.

En somme, une excellente initiative ! Espérons que l'année prochaine nous serons encore plus nombreuses pour participer à ce cross. Plus nombreuses et encore mieux entraînées !

du 23 mai au 2 juillet 1979

Exposition Joris Ivens
Centre Georges Pompidou
au rez-de-chaussée
(Plateau de Beaubourg)
Métro Rambuteau ou
Hôtel-de-ville à Paris
Projection des films de
Joris Ivens
Salle de la Cinémathèque
5e étage



Vu, lu, entendu

CINEMA

«Vues d'ici»

Des femmes se filment



Ce film raconte l'histoire d'une femme. Elle habite dans un HLM, elle garde le petit de sa voisine. Elle a deux enfants, adolescents. Elle reste à la maison. Jusqu'au jour où son mari est touché par la réduction d'horaire dans son usine. Contre l'avis de son mari, Annie cherche du travail et s'embauche en usine. Là, elle découvre le dur travail à la chaîne. Elle découvre aussi l'amitié, la solidarité avec d'autres femmes, les ouvrières notamment au cours d'une grève.

Elle n'est plus la femme de René, elle est Annie, ouvrière qui tient sa place dans le combat ouvrier, dans la société.

FESTIVAL DE CANNES

Norma Rae, ouvrière d'usine

Sally Field est très bien placée pour le prix d'interprétation à Cannes. Elle joue le rôle d'une jeune syndicaliste dans une usine de coton du sud des Etats-Unis. Voilà qui est nouveau sur les écrans du festival. Le réalisateur s'appelle Martin Ritt. On lui doit déjà *Le Prête-nom*, film qui dénonce la chasse aux sorcières faite par Mac Carthy dans les années cinquante aux USA. L'acteur principal était Woody Allen.

«Couteau dans la tête»

Allemagne : une atmosphère étouffante

Allemagne 1979 — Un homme, Hoffmann, — ce pourrait être vous ou moi — est pris dans une rafle de police et descendu d'une balle dans la tête par un flic. Il se retrouve à l'hôpital, amnésique.

La police et la presse à sensation en font un terroriste : il aurait poignardé un flic — que les hôpitaux n'ont pourtant jamais vu. Il aurait une bande terroriste autour de lui.

De l'autre côté de la barrière, des gauchistes fort peu sympathiques veulent en faire un martyr des flics, un héros.

Mais lui ne se souvient de rien. Au fil de la rééducation, il reconquiert son identité, dans la plus grande de solitude. Qui est-il ? Il dit : « *Je suis... et je ne suis pas Hoffmann* ». Il ne sait pas ; on ne sait pas.

Film poignant qui restitue admirablement l'atmosphère étouffante d'une Allemagne éprouvée par la terreur des terroristes et des flics. Qu'est-ce que c'est que *l'Allemagne* au travers de ces drames ? Comme Hoffmann, l'Allemagne, les Allemands cherchent leur identité... Voilà bien l'interrogation qu'exprime le film et à laquelle — ce n'est pas son moindre intérêt — il n'apporte qu'une incitation à la réflexion.

TELEVISION

Mardi 12 juin

Aux Dossiers de l'écran: Z

Dans un pays, en qui tout le monde a reconnu la Grèce, un député de l'opposition est victime d'un « *accident de la circulation* ». Un juge « *honnête* » mène l'enquête. Il découvre la machination politique et dénonce le complot monté par le pouvoir pour éliminer le député. Construit sur le rythme du policier, le film montre bien les limites de la démocratie bourgeoise. Il montre que les bourgeois ne reculent devant rien pour conserver leur pouvoir.

Le débat portera sur la justice. Après les procès expéditifs du 23 mars, cela risque d'être intéressant.

NOTE DE LECTURE

«Le Peuple français» No 6

Une revue d'histoire populaire

Le numéro d'avril-juin 1979 de la revue d'histoire *Le peuple français* vient de sortir. C'est une vraie revue d'histoire populaire. Son contenu est toujours très varié, relié à l'actualité avec notamment « *la croisade des ménagères* » à Ferrières contre la vie chère en 1911. On trouve aussi un article fort intéressant sur les ouvriers agricoles en Provence. Comment s'est passée la colonisation de la Guyane ? Quel était le rôle des écoles de campagne en 1750 en France ? Pourquoi la guerre des Vendéens royalistes contre la République en 1793 ? Vie et mort d'une coopérative : « *La mine ouvrière des Petits Châteaux* ».

Enfin, une des premières luttes de la classe ouvrière : les tisserands du Houlme en 1825. L'histoire des luttes et des traditions des travailleurs de la ville et de la campagne racontée de façon passionnante et documentée. Pour mieux comprendre le présent. En vente aux *Herbes sauvages*, 70, rue de Belleville — 75020 Paris ou *Le peuple français*, 32, rue Chartraine — 27000 Evreux.

Prix : 6 F



TELEVISION

Jeudi 14 juin, 20h35, Antenne 2

La belle époque de Gaston Couté

Gaston Couté est né en 1880 et mort en 1911. C'est un poète et un chansonnier. Il est originaire du sud de la Beauce. A 18 ans, il débarque à Montmartre après des études au lycée d'Orléans. Là, il se fait remarquer avec sa blouse bleue, ses sabots et le large feutre des paysans beaucerons.

Dans ses chansons, il exprime la dure condition des petits paysans et des ouvriers agricoles beaucerons. La « *chanson du p'tit gars qu'a mal tourné* » est célèbre. Le film sera une reconstitution de sa vie. On lui doit cette chanson :

C'est le 1er Mai. Debout, camarades ! Pour les travailleurs, pour les ouvriers, c'est un jour de fête !

Et tous aujourd'hui, relevant la tête, désertent l'enfer des ateliers.

C'est le 1er Mai. Marchons camarades sous le libre azur des cieux printaniers.

Vu, lu, entendu

THEATRE

Chansons du pays de Cocagne

Les chansons du pays de Cocagne, c'est un spectacle de vingt chansons qui sont reliées entre elles par des textes ou des scènes jouées. Ce sont des chansons enracinées dans les réalités régionales : voilà comment se présente *Cantadis* : « *Il est utile de relier les luttes des paysans et de leurs camarades de la ville. Il est bon d'entendre la chanson des ouvriers agricoles cévenols qui vient en écho à celle des ouvriers des Pouilles italiennes. La chanson catalane du Rossignol qui passe les frontières, mais aussi celle du bossu occitan qui coupe sa bosse pour son amour, et bien d'autres encore...* »

Un véritable spectacle populaire, vivant, qui chante la vie des travailleurs autour de la Méditerranée.

Pour les contacter : Cantadis, théâtre de l'Olivier, 29 rue Mignet Tél : (42) 96/14/51 — 13100 Aix-en-Provence.



CONCOURS PHOTO



Cinéma

«Un jouet dangereux»

«La légitime défense» sur les écrans

L'italien Montaldo, par ailleurs auteur d'un film sur l'affaire Sacco-Vanzetti, est de ces nombreux cinéastes, qui, de l'autre côté des Alpes, interviennent résolument sur les grandes questions sociales et politiques actuelles. Comme un « *Bourgeois tout petit, petit* » signé en 1977 par Monicelli, ce film traite de la question de l'« autodéfense ». De façon tout aussi ambiguë...



Un riche promoteur utilise un petit comptable (Nino Manfredi) comme homme de paille dans des affaires frauduleuses. Il le gruge et lui fait jouer les convoyeurs de fonds. Le comptable est pris dans le terrible engrenage de la « légitime défense » et de la fascination des armes à feu. après qu'il ait été blessé au cours d'une fusillade déclenchée par la flicaille d'un Prisunic, au mépris de la vie des clients. A la rééducation, il se lie d'amitié avec un jeune super-flic qui lui procure un port d'arme, l'initie au tir « sportif » et lui fait cadeau d'un pétard. Lorsque son pote, le flic, se fait descendre en sa présence au cours d'un coup d'éclat dans une pizzeria, il tue un truand qui s'enfuyait, est félicité par la police, célébré par la presse et la télévision. Mais les survivants de la bande menacent. Il les massacre à la balle explosive dans le guet-apens qu'ils croyaient lui tendre, mais qu'il avait lui-même prévu. Cette fois-ci, on l'arrête, mais il bénéficie de la liberté provisoire. Cependant, devenu encombrant pour le promoteur et ses combines, celui-ci le licencie et le fait humilier par sa fille, jeune bourgeoise dégénérée. Alors qu'il comprend, à travers le voile de sa lubie flingueuse, qu'il a été en fait un jouet entre les mains de l'affairiste, des mass-medias et de l'avocat — comme le revolver entre les siennes — c'est sa femme agonisante, qui, pour l'empêcher de sortir faire une boucherie générale, l'abat. Personne ne viendra les secourir : « *Ils sont tous enfermés, devant la télé, et personne n'en est plus à prêter attention à un coup de feu, maintenant* », dit-il.

La légitime défense un sujet brûlant

De bonnes vérités sur la « légitime défense », on en relève certes dans cette histoire. Le sujet est au moins aussi brûlant en Italie que chez nous : assimilation de la protection des biens à celle des personnes, escalade de la psychose de « violence ». Montaldo y dévoile la malfaisance du système capitaliste, contre lequel, pourtant, on n'invoque jamais la « légitime défense » et il met le doigt sur le danger des flics à la gâchette facile que glorifie tout un cinéma policier italien inspiré des « thrillers » fascisants US à la Clint Eastwood.

Seulement voilà. En posant le problème de la « légitime défense » sous l'angle du « Que feriez-vous spectateur, à la place du héros », il fait appel à une projection de nous-mêmes dans le film qui nous interdit le recul réfléchi et nous rend prisonniers des arbitraires de sa narration. Ainsi, ce problème n'est pas relié à une recherche des causes de la délinquance, dont est ici accréditée l'énorme exagération par les grosses caisses à l'intox de la bourgeoisie. Sans doute, la situation italienne est-elle, sur certains plans, plus inquiétante, en effet, que celle de chez nous, mais il n'empêche, les voyous tout à fait effarants de Montaldo présentés comme des écumeurs habituels des rues de Rome, ne peuvent que « justifier » la riposte meurtrière. Et, à l'inverse, le personnage du comptable, le type même du grand enfant qui aurait tout simplement trop vu de western-spaghettis, se prenant pour un tireur de l'Ouest qui ne serait obnubilé par les armes que dans le prolongement de sa passion pour l'horlogerie, est infiniment trop sympathique.

Même s'il est vrai que les héros de la « légitime défense », portés aux nues par la presse pourrie d'Hersant chez nous, ne sont parfois que de pauvres types manipulés par des clans fascistes ou par la propagande du pouvoir qui entretient la psychose d'« insécurité » et amenés au crime « exemplaire ».

De la sorte, l'intention dénonciatrice (s'il faut la tenir pour réelle) du réalisme est désamorcée et le refus du manichéisme (opposition simpliste du bien et du mal) l'a amené à un discours sur la « violence » finalement peu éloigné des stances de Gicquel. Là où le piège semble se confirmer aussi, c'est dans la vision d'une police très peu impliquée dans le phénomène ; c'est aussi dans celle d'une télévision qui présenterait les assassins de la « légitime défense » pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire précisément des assassins à mauvais alibi.

Les enjeux politiques

Rien non plus n'est suggéré sur les enjeux politiques à long terme du danger de la « légitime défense ». Or, ce danger, quel est-il ? L' instauration d'un climat de violences individuelles généralisées qui provoquerait une « mise en ordre » fasciste. Ou encore la formation de milices paramilitaires par les patrons contre les ouvriers et par les pouvoirs locaux qui assureraient l'« ordre » et aideraient les flics dans les quartiers...

La très bonne facture de ce film, intelligemment construit sur le jeu de cache-cache tragi-comique entre des apparences trompeuses et la réalité ultérieure du récit, l'interprétation remarquable de Manfredi (acteur capital du cinéma populaire italien) nous recommandent, du reste, un surcroît de méfiance vis-à-vis de cette habile réalisation.

Frédéric LACHAISE

Courrier des lecteurs



«Nous avons un potentiel de force important»

Je puis vous dire que je suis un travailleur aux PTT et que j'ai une certaine sympathie pour votre ligne politique.

Ce que l'on peut dire aujourd'hui, c'est que les travailleurs, les chômeurs, les marginalisés de la société, nous sommes en train de glisser sur une pente plus que préoccupante, à tous les niveaux, que ce soit sur le plan du travail, du niveau de vie, des libertés, de la justice, des droits de l'homme. Je crois pouvoir dire que ce que nous connaissons aujourd'hui n'est rien à côté de ce que vers quoi on s'achemine.

La crise profonde du capitalisme, eh bien les capitalistes et les bourgeois n'ont pas l'intention d'en faire les frais et s'emploient à la faire payer aux exploités. D'ailleurs, il est prouvé que les grandes entreprises n'ont jamais fait autant de profits que maintenant. Et ce qui me préoccupe aussi, c'est que face à cette bourgeoisie, qui tient bien sûr les rênes du pouvoir en main, avec ce que cela comporte de moyens, de puissance, nous, les exploités nous ne nous servons pas de nos forces immenses que nous possédons et que beaucoup d'entre nous sousestiment ou desquelles nous n'avons pas conscience. Car, oui, nous avons, nous aussi, un potentiel de force important à condition d'en être conscient, de l'organiser et de l'unir pour pouvoir renverser la vapeur et renverser cet État exploiteur, violent, répressif, bafouant les droits élémentaires de l'homme ; ce régime raciste, colonialiste et totalement basé sur l'injustice et le pillage. C'est pourquoi je dis que, nous, la classe exploitée et asservie, nous devons prendre conscience au plus vite de la gravité de la situation et qu'il faut s'organiser dans des organisations qui se battent pour une société véritablement socialiste, et pas comme les caricatures que l'on voit un peu partout, qu'il est grand temps de laisser tomber ses illusions électorales et donc ses illusions envers les partis de gauche qui ne nous mènent à rien et surtout pas vers le socialisme. Il est temps aussi pour d'autres de laisser tomber son petit combat individuel, son sectarisme et savoir comprendre la priorité actuelle, c'est-à-dire s'organiser pour être efficace. Sinon, on peut s'attendre à des jours encore plus noirs et à un recul très net des acquis dans tous les domaines.

Face à cela, qu'avons-nous à opposer actuellement ? Pas grand'chose, des petites organisations qui ont encore bien peu d'influence, car on ne peut pas compter sur les grands partis de gauche et leurs syndicats qui se déchirent entre eux et ne luttent pas avec efficacité. Ce ne sont plus que des réformistes n'aimant que les parlottes, les concertations, les conciliations, les commissions, etc., ne menant les travailleurs qu'à l'impasse et l'écœurement, la soumission et l'impuissance.

Mais je pense que l'on peut avoir confiance en la classe des travailleurs, des exploités. Nous tous nous ferons éclater la justice, la vérité, la liberté, l'égalité et l'amitié, comme le soleil au printemps fait éclater les bourgeons et s'épanouir un flot de verdure et de fleurs sur les rameaux qui semblaient morts auparavant.

Patrick
Un sympathisant de Dijon

La bataille de la diffusion

Chers amis lecteurs,

Depuis le mois de janvier votre comité de rédaction a engagé une réforme profonde du bimensuel.

Votre courrier lui a permis de réfléchir et de commencer sa transformation. Plus de « brèves », une rubrique vie quotidienne « Vécu », plus de culturel. Un dossier conséquent... Bref, Henri Jour, notre rédacteur en chef, soulignait dans le No 52 que « le courant passe » entre vous et nous.

Etre à l'écoute des travailleurs, tenir compte de leur avis, se faire l'écho de leurs luttes, de leurs malheurs comme de leurs succès et même tout simplement du témoignage de leur vie quotidienne, c'est aussi ce que notre parti veut développer dans « notre » bimensuel.

En même temps, les efforts de notre comité de rédaction répondant aux souhaits inutiles s'ils ne trouvaient leur prolongement dans les efforts de tout le parti, de tous les lecteurs pour le faire connaître et pour le diffuser plus largement.

Cette campagne de diffusion du bimensuel que nous souhaitons, c'est vous, lecteurs et camarades, qui pouvez la mener à bien. C'est vous, en définitive qui allez décider si notre bimensuel doit être plus largement connu et lu parmi les masses travailleuses.

Nous vous proposons, pour lancer cette campagne, une diffusion de masse les 9 et 10 juin.

Nous souhaiterions que vous participiez tous, camarades et lecteurs, avec esprit d'initiative, avec l'esprit « d'oser lutter » à cette bataille pour la diffusion qui est aussi une bataille politique.

Dès maintenant, faites-nous part de vos initiatives.

Bon succès à tous.

Emile REBIERE

L'unité des métallos français et allemands

Déclaration du congrès des métaux de la CGTU en 1927 à propos des menaces de lock-out dans la sidérurgie allemande

« Dès son ouverture, le 4e congrès de la fédération unitaire des métaux, représentant la majorité des métallurgistes organisés, considére de son devoir de classe de marquer à nos camarades métallos allemands, menacés de lock-out, l'expression de sa solidarité militante et agissante.

La décision des magnats de l'industrie lourde germanique de jeter sur le pavé 300 000 travailleurs et de réduire les 800 000 autres au chômage est une des conséquences de la rationalisation capitaliste.

Le lock-out allemand annoncé pour le 1er janvier 1928, contre l'application de la journée de huit heures et l'ajustement des salaires aux nouvelles conditions frappe, au travers du prolétariat allemand, l'ensemble des sidérurgistes européens.

La constitution de Cartel de l'acier a permis aux patrons métallurgistes d'Allemagne, de France, de Belgique, Luxembourg de prendre conjointement une série de mesures destinées à assurer au cartel de l'acier une situation favorable sur le marché mondial.

Les métallos français savent que l'offensive patronale contre leurs frères d'outre Rhin sera ensuite dirigée contre eux si les magnats de Wesphalie et de Rhénanie réussissent à battre leurs ouvriers.

Consciente de cette solidarité de classe, la fédération unitaire des métaux, unanime, engage les métallurgistes allemands à former le bloc de classe contre la « Schwerindustrie » et en pleine connaissance du devoir et de l'intérêt confondu des métallurgistes français et allemands, le quatrième congrès charge sa commission exécutive et son bureau d'apporter dans la lutte engagée le maximum d'efforts de solidarité effective.

Vive l'unité des métallos d'Allemagne et de France, contre les magnats internationaux du cartel de l'acier.

Paru dans l'Humanité
en décembre 1927